



Numéro 4

Avril 2023

Jour de la Terre 2023

Humanisons l'environnement naturel et social!

– Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) –

Intégration accrue des ressources énergétiques du Canada à l'économie de guerre des États-Unis

- **La politique d'exportation de l'électricité aux États-Unis**
– Fernand Deschamps –
- **La « copropriété » des lignes de transmission d'Hydro-Québec avec
le fonds spéculatif Blackstone**

Les difficultés des projets d'« énergie verte »

- **Nouvelle subvention massive pour la construction d'une usine de
batteries de Volkswagen à St. Thomas, en Ontario**
- **L'annonce de GM sur la production de systèmes de propulsion
électrique à St. Catharines**
- **Le plus grand projet de stockage d'énergie par batterie au Canada
sur le territoire des Haudenosaunee de Grand River**
 - **Qu'est-il advenu de CS Wind?**
- **Le gouvernement de l'Ontario augmente la capacité en électricité
pour la production de batteries**
 - **Fraude dans la gestion du réseau d'électricité ontarien**
 - **Information sur la production d'électricité en Ontario**
 - **Vidéo: Discussion sur le réseau énergétique de l'Ontario**
– EmpowerYourselfNow.ca –

OTAN

- **L'OTAN essaie de se réinventer**
- **Conférence de deux jours des Directeurs nationaux des armements**
 - **Réunion du «Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine»**

25e anniversaire de l'Accord du Vendredi saint

- Le gouvernement britannique s'efforce d'empêcher le peuple irlandais d'exercer sa souveraineté
– *Workers' Weekly* –

Cuba

- Un fort vote de confiance du peuple cubain envers sa Révolution
– *Margaret Villamizar* –
 - Une discussion animée sur les élections à Cuba
 - Quelques caractéristiques du système électoral cubain
 - Des Canadiens cubains envoient neuf conteneurs d'aide médicale à Cuba

Inde

- Les fermiers et les travailleurs indiens ne sont pas intimidés par les démonstrations de force
– *J. Singh* –

Jour de la Terre 2023

Humanisons l'environnement naturel et social !

– *Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)* –



Contingent du Parti à la marche du Jour de la Terre à Montréal le 22 avril 2023

À l'occasion du Jour de la Terre 2023, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) salue les jeunes et les travailleurs de ce pays et les peuples du monde entier qui s'organisent pour restreindre et priver les monopoles et les oligopoles, ainsi que les gouvernements à leur service, de leur

capacité à polluer, détruire, mener des guerres, exploiter, criminaliser et priver les peuples de leur droit d'avoir leur mot à dire sur toutes les questions qui affectent leur vie. Ils foulent aux pieds les droits souverains de tous les pays, se livrent à la destruction nationale et à des activités qui détruisent l'environnement social et naturel et cherchent à priver les peuples autochtones de leurs droits ancestraux et issus de traités.

Le PCC(M-L) reconnaît la gravité de la situation à laquelle l'humanité est confrontée en raison de la crise climatique. Les Canadiens, les Québécois et les peuples autochtones sont pris en otage par le système de partis cartellisés qui porte au pouvoir des gouvernements qui servent des intérêts privés étroits et causent de graves torts à l'environnement naturel et social. Prendre soin de la Terre Mère est une priorité; s'opposer aux stratagèmes gouvernementaux pour payer les riches est une nécessité.

C'est la lutte des travailleurs et des peuples pour s'investir du pouvoir de décider qui est source de vie. L'environnement naturel et social ne peut être humanisé sans s'opposer à la mainmise des oligopoles sur les décisions gouvernementales et à leur domination qui cause tant de dégâts dans le monde.

Le PCC(M-L) dénonce l'élite dirigeante qui fait la promotion de plans servant des intérêts privés au nom de l'« écologisation de l'économie ». Il dénonce également les tentatives de diviser le peuple en opposant ceux qui réclament la préservation de l'environnement à ceux qui défendent les emplois. Il est vrai que les innovations techniques et scientifiques exigent de nouvelles infrastructures et de nouveaux processus de production. Cependant, les projets financés par le gouvernement ne sont pas discutés avec la population et leur but est de faire des profits, pas de créer des emplois. Au contraire, la nouvelle norme est de forcer l'approbation des projets avant même qu'ils ne soient connus. Les pouvoirs de police sont utilisés pour les imposer au nom de la sécurité nationale, de la prospérité, de la réalisation d'objectifs cruciaux de réduction de la pollution et de la création d'emplois, mais la dégradation de la terre, de l'eau et du niveau des mers se poursuit, tout comme les dommages causés à la flore et la faune et à l'humanité.

Les gouvernements continuent de défendre et de promouvoir sans relâche les entreprises dont la recherche du profit privé met en danger les travailleurs et le public et dépossède les peuples autochtones tout en causant de graves dommages à notre Terre Mère. Malgré de nobles proclamations, ils continuent d'exproprier les peuples autochtones, de bafouer leurs droits territoriaux et d'essayer de taire les milliers de Canadiens et de Québécois qui s'opposent à des projets spécifiques tels que la construction des pipelines Trans Mountain et Coastal GasLink (CGL), la déforestation, la déréglementation des chemins de fer, les nouveaux projets industriels de stockage d'électricité par batteries et bien d'autres façons dont l'environnement naturel est mis à mal.



Marche du Jour de la Terre de plus de 60 000 personnes à Londres le 22 avril 2023

Par exemple, après vingt ans de campagne pour faire la promotion de stratagèmes pour payer les

riches avec la construction de parcs éoliens au nom de l'« énergie verte » et de la « création d'emplois », il est maintenant question d'un grave impact de ces projets industriels sur les communautés avoisinantes. Les dernières données sur les parcs éoliens montrent qu'ils génèrent des ondes acoustiques et des vibrations infrasoniques. Des effets tels que des troubles émotionnels/psychologiques et des troubles du sommeil, des maux de tête, de la fatigue, une baisse de la concentration et d'autres troubles qui ont un impact sur la qualité de vie sont causés par la présence locale d'installations d'énergie éolienne. Il existe maintenant des preuves de contamination des puits d'eau à la suite de la construction d'éoliennes industrielles. Outre la construction de routes d'accès, de tranchées souterraines pour les câbles et les fondations, le battage de pieux durant les travaux de construction, qui consiste à enfoncer des tiges dans le sol à de grandes profondeurs pendant de longues périodes, ce qui provoque des vibrations et des déplacements de matière, est un sujet de préoccupation. Avec le temps, cela peut endommager les sources d'eau souterraines. À certains endroits, des problèmes de décoloration, d'odeur, de goût et de sédimentation de l'eau ont été rapportés, ainsi que la présence de « contaminants inquiétants » identifiés par échantillonnage, notamment le plomb, l'arsenic et les niveaux de coliformes totaux.

La création de formes alternatives d'énergie qui n'impliquent pas les combustibles fossiles est nécessaire, mais elles sont souvent très polluantes. Ces éléments peuvent être maîtrisés, mais pas lorsque l'approche favorisée est celle qui consiste à soutenir ceux qui veulent faire des profits rapidement avec chaque dernière invention ou d'aller chercher des subventions gouvernementales se chiffrant dans les milliards de dollars. Les nouvelles technologies sont là pour rester. La façon dont elles sont utilisées et le but qu'elles servent doivent être décidés par le peuple, et non par les intérêts privés étroits qui ont pris le contrôle des décisions gouvernementales.

Le 22 avril, Jour de la Terre, les peuples du monde entier s'unissent pour exiger qu'attention soit portée à la Terre Mère et pour dénoncer le fait que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte. Plus les catastrophes environnementales se multiplient, plus les cercles officiels des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada, des pays européens et d'autres pays représentant l'élite mondiale se livrent à la désinformation. Ils tentent de donner l'impression qu'ils prennent des mesures pour maîtriser la crise climatique, alors qu'en réalité ils multiplient les stratagèmes pour payer les riches et se livrent à d'autres pratiques intéressées et dommageables, tout en invoquant le grand idéal de l'« écologisation de l'économie ».



Les citoyens s'efforcent de freiner les élites et de leur demander des comptes afin de surmonter les catastrophes causées par la crise climatique et les problèmes qui y sont liés. Les pratiques destructrices de l'élite dirigeante, telles que la fracturation hydraulique, les coupes à blanc, les méthodes d'exploitation minière dommageables, la contamination des rivières, des lacs et des océans, la privatisation de l'eau, les évaluations environnementales frauduleuses, voire le contournement des évaluations pour accélérer l'approbation des projets, la dépossession des détenteurs légitimes et des gardiens de la terre, ainsi que les guerres d'agression et les occupations – tout cela doit cesser !

À l'occasion du Jour de la Terre, défendons la dignité du travail !

À l'occasion du Jour de la Terre, il est important de défendre la dignité du travail. La Terre Mère et le travail de ceux qui transforment ses richesses en moyens de vie et d'épanouissement de l'être

humain sont les deux piliers de toute richesse sociale. La société moderne ne peut se construire sans défendre consciemment la dignité du travail et sans protéger la Terre Mère. Les deux vont de pair, car ce sont les travailleurs qui affirment leur droit de décider qui s'intéressent à la Terre et qui sont capables de la défendre. C'est en affirmant les droits des travailleurs et des peuples autochtones tout en protégeant la Terre Mère que la société peut progresser dans le XXI^e siècle sur une base moderne.

Tout ce qui concerne l'économie socialisée doit être public, exposé pour que tous puissent voir et se faire une idée. Aucun oligarque ou fonctionnaire ne peut être autorisé à se cacher derrière un contrôle privé imposé par le gouvernement. Dans l'économie moderne, les peuples et la Terre Mère forment un seul bloc d'acier et l'économie est l'affaire de tous et chacun, quelle que soit sa position. Nous devons persister à exprimer nos préoccupations et à faire connaître nos revendications, ce qui est la première étape d'une véritable prise de contrôle du pouvoir politique et économique. C'est ainsi que nous pourrons faire valoir le facteur humain/conscience sociale et faire avancer le mouvement pour humaniser l'environnement social et naturel.



Contingent des travailleurs de la santé à la marche du Jour de la Terre à Londres le 22 avril 2023

Défendre la dignité du travail et la Terre Mère signifie faire émerger la conscience sociale au sein de l'économie socialisée et dans les affaires politiques. L'activation du facteur humain/conscience sociale pour nier le facteur antihumain/anticonscience est à l'ordre du jour. Ce n'est que si les travailleurs eux-mêmes ont leur mot à dire et contrôlent la production et la redistribution du produit social qu'ils créent par leur travail que pourront être résolus les graves problèmes auxquels la Terre Mère et nos sociétés sont confrontées.

L'économie et les peuples ne peuvent prospérer que lorsque les intérêts de la Terre Mère et les droits de toutes et tous sont défendus et que les pratiques néocoloniales et impérialistes sont abandonnées. Il n'y a pas de contradiction entre le développement de l'économie, la garantie des moyens de subsistance pour tous et l'humanisation de l'environnement naturel. Au contraire, si l'on n'active pas le facteur humain/conscience sociale et si l'on ne met pas fin à l'exploitation de l'être humain par l'être humain, il n'est pas possible d'humaniser l'environnement naturel et social.

À l'occasion du Jour de la Terre, défendons les droits souverains ancestraux des peuples autochtones !

Les peuples autochtones sont les gardiens et les protecteurs de l'île de la Tortue et ils sont les

détenteurs de droits souverains ancestraux. Ces droits ne peuvent être annulés par ce qu'on appelle des accords de partenariat qui maintiennent que « la Couronne » a le dernier mot sur les questions qui préoccupent. Les peuples autochtones n'ont jamais renoncé à leurs droits souverains. Ce sont des droits ancestraux, ils ne peuvent être donnés, enlevés ou abandonnés de quelque manière que ce soit, quels que soient les accords conclus. Les gouvernements au Canada ont le devoir d'engager des rapports de nation à nation avec les peuples autochtones.

Les peuples autochtones continuent de se défendre courageusement, eux et la Terre Mère, contre les indignités du pillage et de la ruine néocoloniaux. Avec leurs alliés, ils exigent l'arrêt complet des pratiques qui utilisent le pouvoir de l'État et la force pour les exproprier. Ils exigent des réparations pour les torts qu'ils ont subis. Une économie canadienne moderne ne peut prospérer que dans le cadre de cette reconnaissance et de cette perspective globale.

À l'occasion du Jour de la Terre, exigeons des gouvernements qu'ils concluent de nouveaux accords qui respectent les droits souverains des peuples autochtones sur leurs terres ancestrales.

En ce Jour de la Terre, exigeons la fin de la production de guerre et de la machine de guerre du Pentagone !

Un acte important et nécessaire à l'occasion du Jour de la Terre est de dénoncer le Pentagone américain comme le plus grand pollueur du monde. Les guerres d'agression et d'occupation menées par les États-Unis et l'OTAN ainsi que l'industrie de guerre américaine sont basées sur la destruction des forces productives et de la Terre Mère comme moyen de dominer leurs rivaux. Le Jour de la Terre ne peut être fidèle à lui-même que s'il est l'occasion de dénoncer le gaspillage et le parasitisme de l'industrie de la guerre. Le Canada paie des milliards en armements pour la guerre par procuration menée par les États-Unis en Ukraine, mais il prétend que s'il accepte de payer les fonctionnaires en fonction de leurs conditions, il ne sera pas en mesure de financer la prestation de services publics, les programmes sociaux, le logement pour tous ou même les refuges pour les femmes victimes de violence. C'est une fraude pour cacher que la guerre impérialiste va de pair avec les attaques contre les travailleurs et la destruction de l'environnement.



Le démantèlement de l'alliance militaire agressive OTAN et du NORAD est nécessaire pour mettre fin à la situation internationale dans laquelle tout le monde doit être constamment sur ses gardes et consacrer ses ressources aux préparatifs de guerre et à la défense générale. Dans le cas du Canada, ce n'est pas fait pour défendre la pays au sens propre, mais pour menacer d'autres pays.

En démantelant l'OTAN et NORAD et en s'opposant à l'utilisation de la force et des menaces de recours à la force dans les affaires internationales, les Canadiens et les Québécois peuvent utiliser leurs ressources pour l'épanouissement de l'humanité, plutôt que pour la destruction d'autres peuples et sociétés, ce qui détruit également l'environnement naturel.

Le discours sur l'écologisation des forces armées par l'électrification ou les drones électriques sur terre, en mer et dans les airs, afin qu'elles puissent continuer de dominer le monde, bien qu'à distance et qu'avec moins d'émissions de carbone, est une fraude totale et un grave danger pour la paix. La participation du Canada aux guerres d'agression et aux campagnes de changement de

régime des États-Unis, ainsi que l'hypocrisie et la fraude des missions de l'OTAN et de l'ONU menées au nom de l'aide humanitaire, de la paix, de la liberté, de la démocratie et des prétextes de guerre discrédités tels que la « responsabilité de protéger », l'« ordre fondé sur des règles » et les « droits humains » – tout cela doit être vu comme autant de menaces à la paix et à l'environnement.

Tous les gouvernements de l'élite dirigeante, quelle que soit leur couleur politique, ont montré dans la pratique qu'ils s'identifiaient pleinement à la position étroite des intérêts privés des riches et aux exigences du gouvernement de guerre aux États-Unis et de sa doublure au Canada. Il est absurde de servir ces intérêts privés et en même temps prétendre se soucier de l'environnement.

À l'occasion du Jour de la Terre, exigeons le renouveau du processus politique !

Les préoccupations face à la dégradation de l'environnement et la destruction de la Terre Mère doivent être consciemment orientées et élargies vers un mouvement pour investir le peuple du pouvoir de décider, pour placer les travailleurs au centre de toutes les décisions économiques, politiques et sociales. Le peuple doit assumer la position de décideur, prendre le contrôle de la direction de l'économie et l'organiser de manière à protéger l'environnement et à affirmer le droit d'être des peuples du monde entier. C'est la voie à suivre pour véritablement humaniser l'environnement social et naturel. Cela peut se faire ! Cela doit se faire !

Humanisons l'environnement naturel et social !



Intégration accrue à l'économie de guerre des États-Unis L'exportation de l'électricité aux États-Unis

– Fernand Deschamps –

La déclaration conjointe du premier ministre Justin Trudeau et du président Joe Biden lors de la visite du président américain à Ottawa, les 23-24 mars derniers, annonce la mise en place d'un « Groupe de travail sur la transformation de l'énergie » d'une durée d'un an. Les deux chefs d'État annoncent entre autres que le Groupe de travail va « rehausser la coopération concernant les opportunités et les chaînes d'approvisionnement essentielles en matière d'énergie propre », «

sécuriser et renforcer l'intégration et la résilience des réseaux » et « mettre en place des corridors transfrontaliers pour l'approvisionnement en carburants de remplacement ». Sous la rubrique « Investir dans notre défense et notre sécurité collectives », ils déclarent que « nous axerons nos efforts dans deux grands secteurs, à savoir les oléoducs et l'électricité, car ils sont essentiels à nos économies et ce sont des composantes transfrontalières ».



Action à Calgary contre la visite au Canada du président de guerre Joe Biden, 23 mars 2023

Ce que Joe Biden et Justin Trudeau entendent par « notre défense et notre sécurité collectives » est en fait une déclaration à peine voilée que les forces militaires américaines ont le feu vert d'entrer sans restriction au Canada. En effet, ils ajoutent d'un même souffle que « de plus, nous réitérons que si un adversaire en venait à cibler des infrastructures essentielles d'un de nos deux pays, les deux pays interviendraient[1]. »

Le message que Joe Biden a adressé au Parlement, devant la Chambre des communes et le Sénat réunis, est des plus clairs : les États-Unis veulent que le Canada continue de jouer pleinement son rôle de fournisseur à l'économie des États-Unis des matières premières telles que les terres rares et les minéraux essentiels à l'économie de guerre des États-Unis et l'énergie électrique « propre » pour les transformer dans des produits tels que des semi-conducteurs aux usines d'IBM aux États-Unis. Ces derniers seront ensuite emballés à l'usine d'IBM à Bromont, Québec, qui « prend de l'expansion avec le soutien du gouvernement canadien ». Un communiqué de presse du bureau du premier ministre émis le même jour dit que le Canada et les États-Unis font des investissements significatifs pour « créer de bons emplois à la classe moyenne pour les travailleurs des deux côtés de la frontière ».



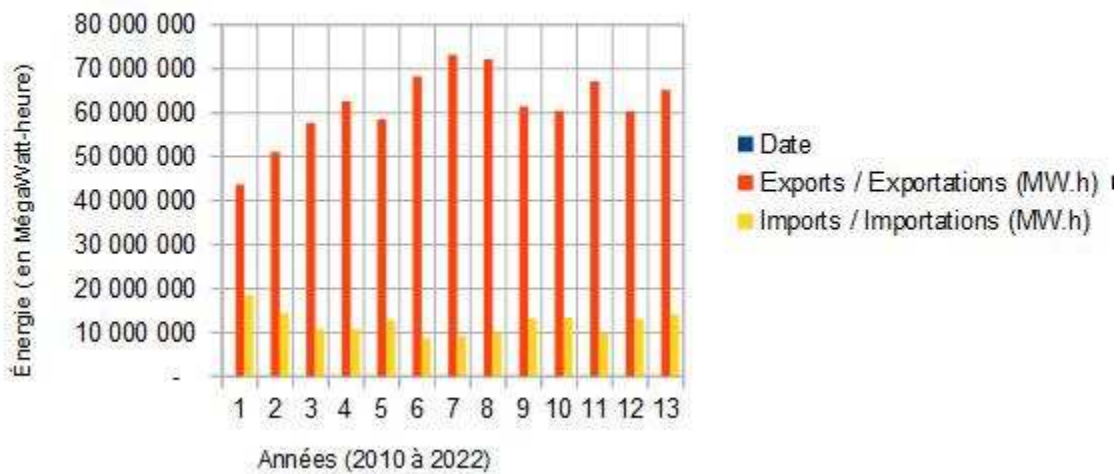
C'est ce qu'il faut aussi comprendre lors de la conférence de presse conjointe Trudeau-Biden du 24 mars lorsque Joe Biden a déclaré : « Et d'ailleurs, nous avons chacun ce dont l'autre a besoin. [...] L'idée que le Canada est d'une manière ou d'une autre désavantagé – parce que nous allons probablement investir des milliards de dollars dans leur capacité à emballer ce qui sort du secteur des semi-conducteurs – je ne comprends pas. Comment cela peut-il faire autre chose que d'embaucher et de faire entrer des milliards de dollars au Canada ? [...] Nous avons grandement besoin du Canada, en ce qui concerne les minéraux qui sont nécessaires. Eh bien, nous n'avons pas de minéraux à exploiter. Vous pouvez les extraire. Vous ne voulez pas les produire – je veux dire, les transformer en produits. C'est ce que nous faisons. »

C'est ce à quoi le vice-président senior d'IBM et directeur de la recherche fait allusion lorsqu'il a parlé de « collaboration » qui « contribuera à renforcer [...] la chaîne d'approvisionnement mondiale ». L'élite canadienne servile n'a pas réagi à l'arrogance de cette déclaration que le Canada est un scieur de bois et un porteur d'eau pour le puissant empire des États-Unis.

La décision du gouvernement fédéral de garantir l'approvisionnement en électricité aux États-Unis

En 2019, la Régie canadienne de l'énergie (RCE) a vu le jour par l'adoption de la *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie*, remplaçant l'Office national de l'énergie (ONÉ) mis sur pied 60 ans plus tôt par le gouvernement Diefenbaker de l'époque.

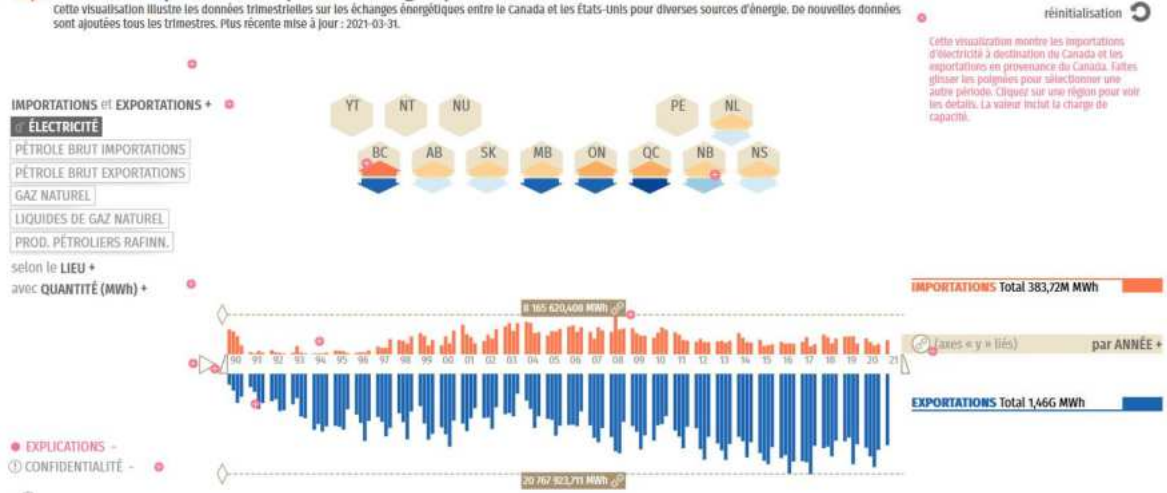
Exportations et importations d'électricité canadiennes vers les États-Unis



Exportations-importations de l'électricité du Canada aux États-Unis, 2010-2022.

Importations & Exportations de produits énergétiques du Canada

Cette visualisation illustre les données trimestrielles sur les échanges énergétiques entre le Canada et les États-Unis pour diverses sources d'énergie. De nouvelles données sont ajoutées tous les trimestres. Plus récente mise à jour : 2021-03-31.



Exportations(en bleu)-importations(en orange) d'électricité du Canada vers les États-Unis de 1991 à 2021 avec, dans le centre haut, la contribution de chaque province

Dans le discours du trône du 27 septembre 1962, le gouvernement de John Diefenbaker évoque la création en 1959 de l'ONÉ qui était « chargé de réglementer [...] les pipelines internationaux et

interprovinciaux [...] les lignes internationales de transport d'électricité ainsi que les importations et les exportations d'énergie au Canada ». L'ONÉ était important pour le gouvernement de Diefenbaker car il permettait de « favoriser la signature de contrats à long terme relatifs à l'exportation massive des excédents d'énergie du Canada » afin « d'accélérer l'aménagement au Canada de centrales d'une envergure telle que le marché national ne pourrait en faire les frais »[2].

Hydro-Québec, plus grand producteur d'hydroélectricité au Canada, a une longue histoire de construction d'énormes barrages, comme ceux de la baie James, avec l'aide de capitaux financiers américains, et d'exportation d'une partie de son électricité vers les États-Unis. Ce fut le cas lorsqu'en 1962, le gouvernement Lesage au Québec a nationalisé la plupart des grands producteurs privés d'hydroélectricité : il a pu le faire avec l'appui des financiers de Wall Street[3].

Comme l'ONÉ, le mandat de la RCE demeure toujours de « réglementer les entreprises qui possèdent et/ou exploitent » 73 000 kilomètres de « pipelines internationaux ou interprovinciaux », de « réglementer les exportations d'électricité ainsi que la construction et l'exploitation [de 1 400 kilomètres] de lignes internationales de transport d'électricité et de lignes interprovinciales désignées », ainsi que « les importations et les exportations canadiennes d'énergie » [4].

Les graphiques suivants montrent bien que le Canada a toujours exporté l'électricité aux États-Unis plus qu'il en importe, que ce soit durant la dernière décennie ou depuis les trente dernières années, période durant laquelle la privatisation et la dérèglementation des sociétés productrices d'énergie en Amérique du Nord ont encouragé les échanges transfrontaliers.

Selon le site du gouvernement du Canada, l'adoption de la *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* était devenue nécessaire afin d'aider à « restaurer la confiance des investisseurs, en regagnant la confiance du public au moyen de nouvelles procédures ouvertes et inclusives pour favoriser la participation de tous et en faisant avancer la réconciliation avec les Autochtones », « tout en veillant à ce que les bons projets aillent de l'avant et à ce que les ressources énergétiques arrivent sur les marchés rapidement et d'une façon respectueuse de l'environnement ».

C'est le « virage vert », tant promu par le gouvernement Trudeau, qui est repris dans « Un Plan canadien » du budget 2023 déposé par la ministre des Finances et vice-première ministre Chrystia Freeland. Elle qualifie l'exportation vers les États-Unis des vastes ressources naturelles du Canada telles que le gaz, le pétrole et maintenant les minéraux critiques – tant importants à la machine de guerre américaine – de « nouveau projet national », pareil au « nouveau chemin de fer transcontinental » au tournant du XXe siècle qui « a relié pour la première fois l'ensemble du Canada et l'économie canadienne »[5]. Dans ce « nouveau projet national » de « construire la version de notre génération du chemin de fer transcontinental, qui protégera notre environnement », elle inclut maintenant l'exportation d'électricité « propre » vers les États-Unis.



Comme John Diefenbaker qui prétendait en 1962 oeuvrer à la « création d'un réseau national d'énergie », Chrystia Freeland fait miroiter l'idée que les Canadiens vont récolter les fruits de cette braderie des ressources naturelles vers les États-Unis. Cette « énergie propre » est un euphémisme pour la dépossession des peuples autochtones et l'utilisation de l'argent du trésor public pour financer les infrastructures dont les États-Unis ont besoin.

« Le Canada a le potentiel de devenir une superpuissance en électricité propre, dotée d'un réseau électrique pancanadien plus abordable, plus durable et plus sécuritaire », a-t-elle dit[6].

Dans les mesures fiscales que le gouvernement Trudeau met en place pour y arriver, il y a « un crédit d'impôt remboursable de 15 % pour les investissements admissibles dans :

« - les systèmes de production d'électricité sans émissions, de sources éoliennes, solaires concentrées, solaires photovoltaïques, hydroélectriques (y compris à grande échelle), marémotrices et nucléaires (y compris les réacteurs modulaires à petite ou grande échelle);

« - la production d'électricité au gaz naturel réduite (qui serait soumise à un seuil d'intensité des émissions compatible à un réseau carboneutre d'ici 2035);

« - les systèmes fixes de stockage de l'électricité exploités sans combustibles fossiles, comme les batteries, le stockage d'énergie hydroélectrique par pompage et le stockage d'air comprimé;

« - l'équipement pour le transport de l'électricité entre les provinces et les territoires »[7].



Ces mesures sont une répétition presque mot pour mot des stratagèmes pour payer les riches énoncés dans le Fonds de croissance du Canada (FCC) établi l'automne passé par le gouvernement Trudeau. Comme l'a souligné K.C. Adams dans un article de fond intitulé « L'énoncé économique d'automne : beaucoup de bruit pour rien », « le FCC utilise des fonds publics pour 'développer' des entreprises privées et 'tirer parti de l'abondance des ressources naturelles du Canada et renforcer les chaînes d'approvisionnement essentielles' pour servir l'économie de guerre des États-Unis »[8].

C'est ce qui est sous-entendu dans le budget de 2023 lorsque, d'entrée de jeu, il est dit que « le système électrique du Canada comprend un mélange d'actifs privés, publics et appartenant à des Autochtones. Le gouvernement estime

qu'une incitation claire et prévisible, accessible à cet éventail de propriétaires d'actifs, est nécessaire pour accélérer notre progrès vers un réseau carboneutre. » Il ajoute que « l'expansion et la transformation du réseau d'électricité du Canada nécessiteront des investissements importants et des partenariats améliorés entre les gouvernements et le secteur privé » [9].

Ce « nouveau projet national » et les crédits d'impôt, les subventions gouvernementales et les pouvoirs de police qui y sont associés sont tous conçus pour servir le gouvernement américain et ses préparatifs de guerre contre ses rivaux. Elle est présentée comme visant à sauver l'environnement afin d'éviter toute discussion sur ce que le Canada devrait faire pour assumer sa responsabilité sociale à l'égard de l'environnement naturel.

L'électrification de la production est un fait, tout comme l'automatisation. La question est de savoir qui décidera de l'objectif de cette direction et à qui elle servira. Le gouvernement Trudeau associe délibérément la poursuite de l'intégration du Canada à l'économie des États-Unis à la protection de l'environnement dans le cadre d'une campagne de marketing bon marché. C'est en effet dangereux, car placer l'économie canadienne davantage sous le contrôle des États-Unis, de leurs pouvoirs de police et de leurs cartels ne portera pas seulement gravement atteinte à l'environnement, mais sera également utilisé pour limiter encore davantage la capacité des travailleurs canadiens à décider de

ce qui se passe dans leur propre pays, dans leurs communautés et sur leurs lieux de travail. Elle empiétera également sur les droits héréditaires des peuples autochtones si ceux-ci affirment leur droit à décider des types de projets qu'ils accepteront ou non sur leurs terres et avec leurs ressources.

En prenant conscience de ce qu'est réellement ce programme d'« énergie verte » et en s'exprimant en leur propre nom sur le type d'électrification et d'automatisation qu'ils souhaitent, les peuples peuvent tracer leur propre voie, qui leur sera favorable, ainsi qu'au reste de l'humanité.

Notes

1. « [Déclaration conjointe du premier ministre Trudeau et du président Biden](#) », Bureau du premier ministre du Canada, Ottawa, 24 mars 2023

2. Extrait du [Discours du trône, le 27 septembre 1962](#), Chambre des Communes :

« [...] La mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques du Canada doivent occuper une place de premier plan dans le programme de croissance économique nationale. La vingt-quatrième législature a jeté les bases voulues en adoptant la Loi sur l'Office national de l'énergie et d'autres mesures. Il est à espérer que des ententes seront bientôt conclues, qui permettront de soumettre à votre approbation le traité du Columbia et toute mesure législative que doit adopter le Parlement pour y donner suite. Le programme national que mon Gouvernement a présenté, voici deux ans, à l'égard du pétrole, a fait augmenter de façon satisfaisante la production et la vente du pétrole canadien. Des études se poursuivront, en collaboration avec les provinces, sur la transmission à grande distance et à haute tension de l'énergie électrique ainsi que sur l'aménagement de sources d'énergie hydroélectrique en vue d'en arriver à la création d'un réseau national d'énergie, qui permettra une utilisation rationnelle des ressources hydroélectriques du Canada afin de mieux servir la mise en valeur et le progrès du pays. Des pourparlers sont en cours avec le gouvernement du Manitoba au sujet d'études du réseau fluvial du Nelson. Mes ministres ont décidé qu'il faut favoriser la signature de contrats à long terme relatifs à l'exportation massive des excédents d'énergie du Canada, d'après ses besoins actuels et futurs, afin d'accélérer l'aménagement au Canada de centrales d'une envergure telle que le marché national ne pourrait en faire les frais. Ces exportations peuvent aussi contribuer à raffermir notre balance des paiements. [...] »

3. Voir « [Le parcours d'Hydro-Québec](#) », *LML*, 2 décembre 2022

4. « [Un organisme fédéral de réglementation de l'énergie renouvelé, moderne et de premier ordre pour le XXI^e siècle](#) », Manuel sur la nouvelle Régie canadienne de l'énergie, Gouvernement du Canada

5. Pour un aperçu de la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique et des perspectives et intérêts divergents des cercles dirigeants du Canada et des colonies britanniques au Canada à cette époque, voir [le court documentaire réalisé en 2009](#) par la Chaîne d'affaires publiques par câble dans le cadre de sa série « *Moments marquants* ».

6. « Chapitre 3 : une énergie abordable, de bons emplois et une économie propre en croissance », Budget fédéral de 2023, « [Un Plan canadien](#) », Gouvernement du Canada, page 79

7. Ibid, page 91

8. « [Sujets de préoccupation pour le corps politique touchant à l'économie: L'énoncé économique d'automne : beaucoup de bruit pour rien – K.C. Adams](#) », *LML* mensuel, novembre 2022

9. « Chapitre 3 : une énergie abordable, de bons emplois une économie propre en croissance », Budget fédéral de 2023, « [Un Plan canadien](#) », Gouvernement du Canada, pages 91 et 93

(Avec des informations du *LML*. Gouvernement du Canada, la Maison-Blanche, *The Globe and Mail*, *Radio-Canada*, *Archives de l'Assemblée nationale du Québec*, *l'Encyclopédie canadienne*)



La « copropriété » des lignes de transmission d'Hydro-Québec avec le fonds spéculatif Blackstone

Le 4 avril, le projet de loi 13, *Loi sur la ligne d'interconnexion Hertel-New York*, a été adopté à l'Assemblée nationale du Québec et a reçu la sanction royale le 6 avril. La loi officialise l'accord entre Hydro-Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake (MCK) pour ce qui a été appelé un « partenariat » pour la construction d'une ligne de transmission haute tension à courant continu qui relie la Rive-Sud de Montréal à la frontière canado-américaine près de Champlain, dans l'État de New York.

De là, elle sera reliée aux 530 kilomètres restants d'une ligne de transmission souterraine/aérienne allant jusqu'à la sous-station d'Astoria, située dans l'arrondissement new-yorkais de Queens, d'ici 2026. Cette ligne fait partie de l'accord signé entre Hydro-Québec et la New York State Energy Research and Development Authority (NYSERDA) pour la livraison annuelle de 10,4 térawattheures d'électricité à la ville de New York par le biais de la ligne Champlain Hudson Power Express (CHPE). Cette énergie proviendra de barrages hydroélectriques déjà existants au Québec et à Terre-Neuve.

Des intérêts privés supranationaux derrière la construction des lignes de transport d'électricité

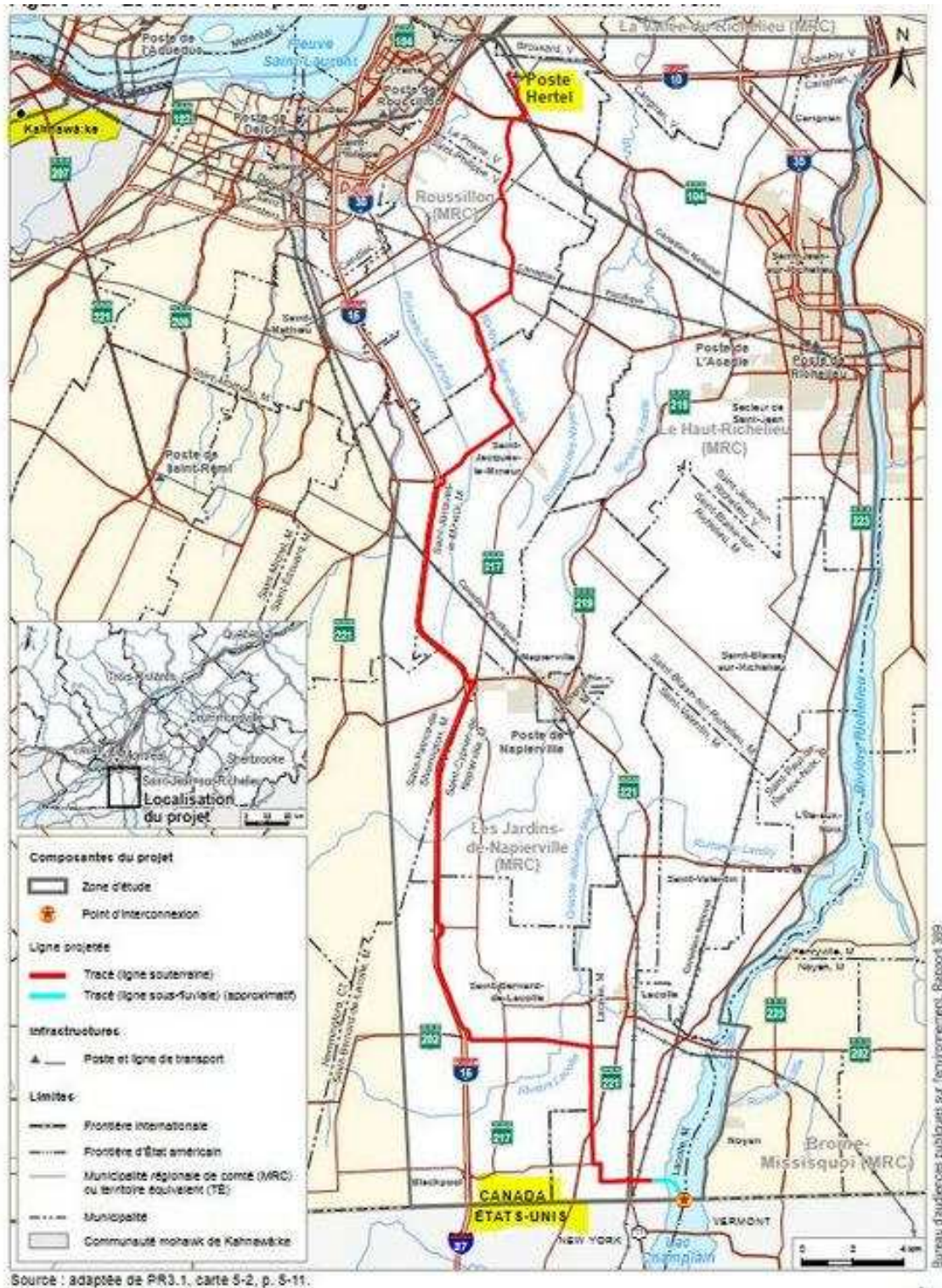
Un communiqué publié le 30 novembre 2022 par le bureau du gouverneur de l'État de New York, confirme que Transmission Developers Inc. (TDI) a obtenu le contrat de gestion de la construction et de l'exploitation de la partie américaine de la ligne de transport d'électricité. Dans une déclaration similaire datée du 14 avril 2022, Hydro-Québec a indiqué que « le partenaire américain d'Hydro-Québec, Transmission Developers Inc. (TDI), amorcera la construction de la ligne au cours de l'été 2022, en vue d'une mise en service en 2025 ». Ce que le communiqué ne mentionne pas, c'est qu'en 2021, la construction de la section canadienne a également été attribuée à TDI, une « société de portefeuille en propriété exclusive » appartenant à Blackstone, le fonds spéculatif qui possède 975 milliards de dollars d'actifs.

Dans un article intitulé « Sujets de préoccupation économique – Le partenariat d'institutions québécoises avec le fonds spéculatif Blackstone », Pierre Soublière fait référence à un article du *Journal de Montréal* qui mentionne que « Blackstone a joué un rôle de premier plan dans la renégociation du libre-échange avec les États-Unis et le Mexique. L'article fait remarquer qu'au début de 2017, [le PDG de Blackstone] Stephen Schwarzman, qui serait un proche de Donald Trump, est venu au Canada pour rencontrer l'ex-premier ministre du Québec Philippe Couillard et le premier ministre Justin Trudeau. »

Il est mentionné « qu'il existe des liens étroits entre Blackstone et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), identifiant Blackstone comme le plus important 'partenaire' de la CDPQ dans les secteurs du placement privé et de l'immobilier. En 2020, la Caisse détenait pour 4,4 milliards \$ d'investissements dans 25 fonds de Blackstone, soit 13 % de plus que deux ans plus tôt. »

L'article souligne que dans l'entente entre Blackstone et Hydro-Québec, le coût de transport d'électricité de la ligne de transmission Hertel-Champlain « était confidentiel en raison des informations commercialement sensibles qu'elle contient. Quoi qu'il en soit, selon des sources gouvernementales, Blackstone touchera environ 10 milliards de dollars en revenus sur 25 ans, soit le tiers du contrat global de 30 milliards de dollars » [1]. Voilà pour les retombées pour le Québec de la « vente de 30 milliards de dollars », dont le ministre de l'Énergie du gouvernement Legault,

Pierre Fitzgibbon, ne cessait de se vanter, au regard de la nécessité d'exporter de l'électricité « propre » vers les États-Unis.



Carte montrant la localisation de la ligne de transmission électrique Hertel-Champlain longue de 55 kilomètres

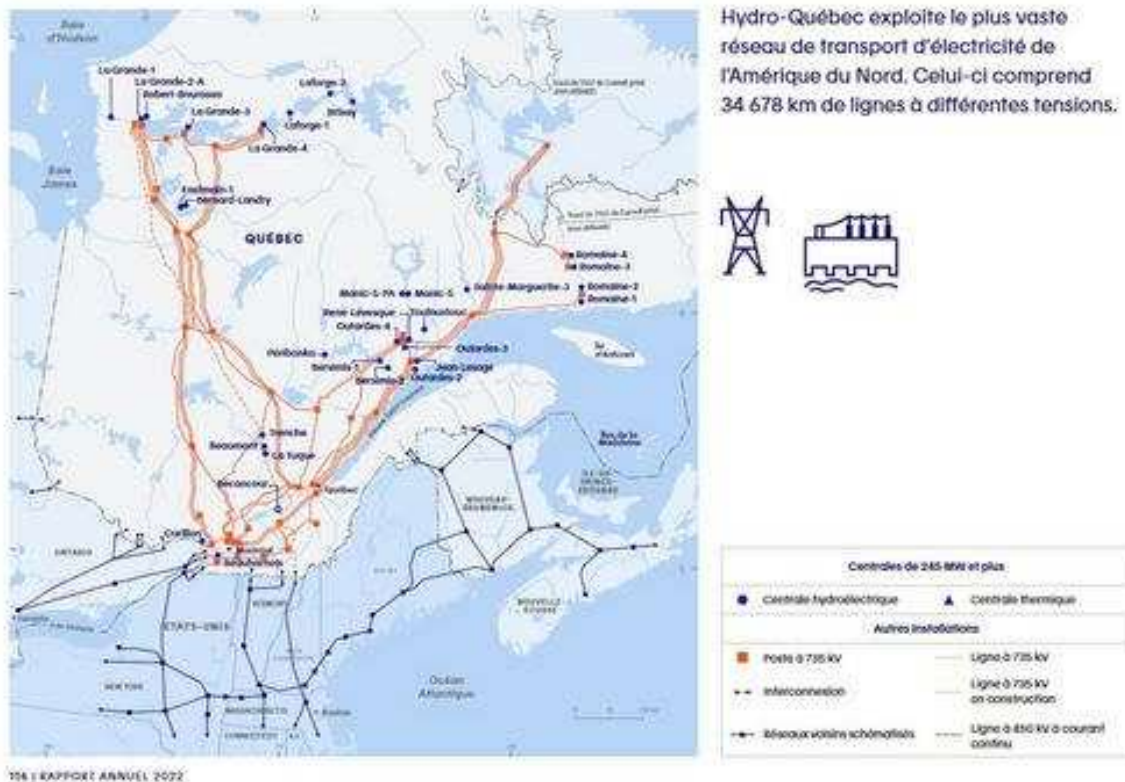
Un autre article intitulé « NYC's Big Clean-Energy Project Poses a Major Climate Test for the Country » publié dans Huffpost, informe que « l'administration Biden, qui soutient Champlain Hudson [CHPE] et l'a inscrit parmi les projets prioritaires, a pris certaines mesures pour faciliter la construction de lignes de transport d'électricité. La loi bipartisane sur les infrastructures récemment adoptée, l'*Infrastructure Investment and Jobs Act*, consacre des milliards aux questions de

transmission et donne au gouvernement fédéral américain plus de pouvoir pour désigner un intérêt national dans certains projets et routes pour les construire, ce qui permet aux promoteurs de surmonter plus facilement les opposants[2]. »

En d'autres termes, l'administration Biden, tout comme le gouvernement Trudeau, facilite le pillage du trésor public au nom de grands idéaux tout en veillant à ce que les pouvoirs de police prévalent lorsqu'il s'agit de corridors énergétiques, comme ce fut le cas avec l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain et la construction du gazoduc Coastal GasLink en Colombie-Britannique, et maintenant, les lignes de transport d'électricité pour exporter de l'électricité vers les États-Unis.

Hydro-Québec pêche en eau trouble

Le contrat signé entre Hydro-Québec et NYSERDA pour l'exportation d'électricité vers les États-Unis stipule que l'entreprise publique ne peut pas vendre d'électricité provenant de barrages construits après la signature du contrat. Cette clause a été mise en place pour répondre aux préoccupations concernant le fait qu'Hydro-Québec n'a jamais signé d'accords avec de nombreux peuples autochtones, tels que les Innus, les Atikamekw et les Anishinabek, avant de construire des barrages dans les années 1940 et 1950 et par la suite, sur leurs terres non cédées.



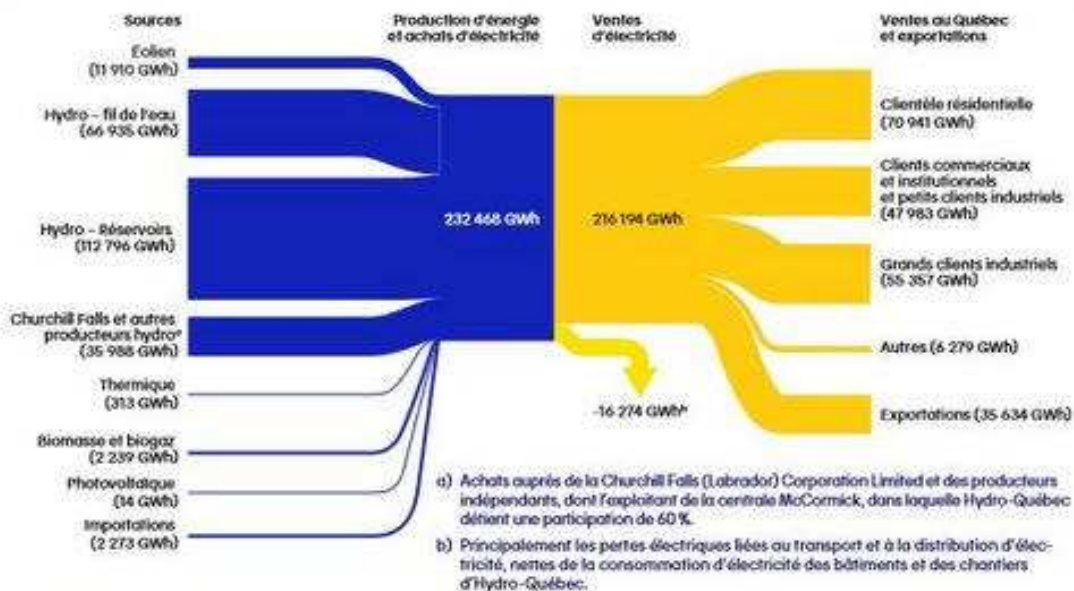
Carte montrant le réseau de lignes de transport d'électricité d'Hydro-Québec par rapport aux provinces adjacentes et aux États américains.

Pourtant, le gouvernement Legault envisage maintenant de construire d'autres barrages hydroélectriques parce qu'Hydro-Québec est confrontée à une pénurie d'énergie avant la fin des années 2020. Cela est dû en partie à la promesse du gouvernement Legault de fournir de l'électricité « propre » et bon marché à de grands intérêts privés étrangers tels que Rio Tinto, avec sa fonderie de Sorel-Tracy, et General Motors (GM), BASF et Vale, qui veulent s'installer dans la région de Bécancour, surnommée la « plaque tournante des batteries » du Québec.

Tous les experts en énergie s'accordent à dire qu'à l'approche de l'échéance de 2026 pour commencer à exporter de l'électricité vers la ville de New York, Hydro-Québec devra chercher des

moyens de produire plus d'électricité avant la fin de la décennie, sans pouvoir compter sur la construction de nouveaux barrages dans un laps de temps aussi court. La question de la modernisation des centrales hydroélectriques existantes est donc à l'ordre du jour d'Hydro-Québec, de même que la construction de nouveaux parcs d'éoliennes. Tous les parcs éoliens existants au Québec ont été construits dans le cadre de partenariats public-privé sous les gouvernements libéraux Charest-Couillard et tout indique que le gouvernement Legault poursuivra dans la même tradition.

Sources et ventes d'énergie en 2022



23 | RAPPORT ANNUEL 2022

Sources d'énergie et ventes de l'Hydro-Québec pour 2022

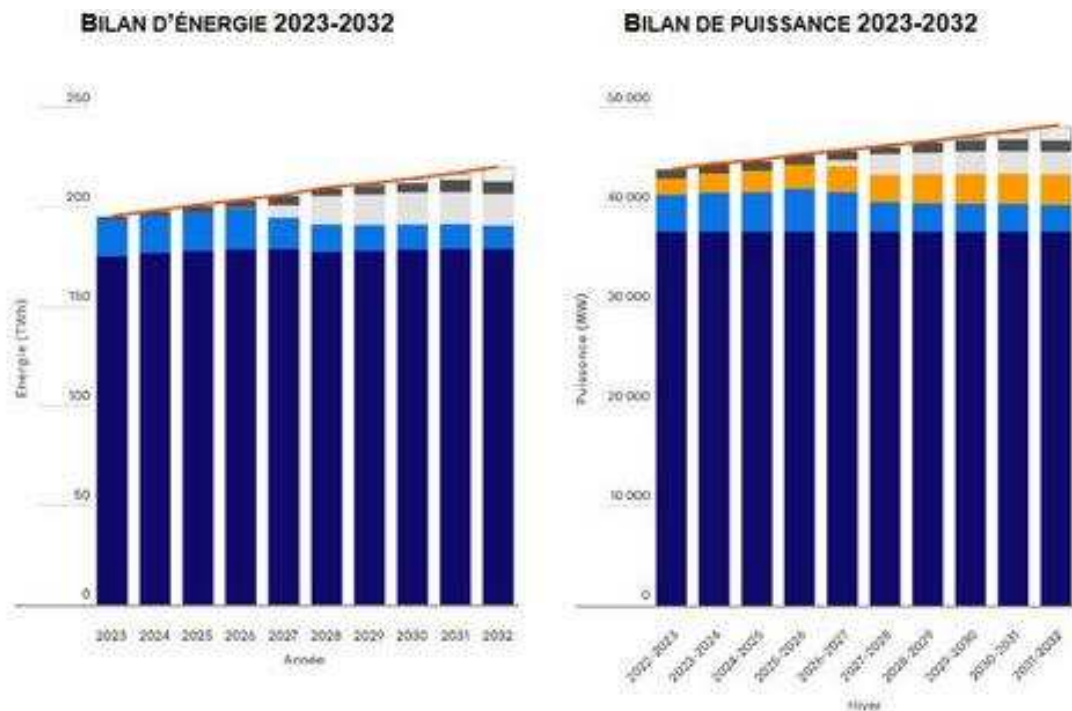
Même le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) du Québec s'est penché sur la question de l'approvisionnement en électricité d'Hydro-Québec pour répondre à la fois à la demande intérieure du Québec et aux contrats d'exportation d'énergie vers les États-Unis. Dans son rapport final du 16 mars sur le projet de ligne d'interconnexion Hertel-New York, ses deux commissaires y font allusion :

« Le rapport Trajectoires de réduction d'émissions de GES du Québec – Horizons 2030 et 2050, préparé pour le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, concluait d'ailleurs qu'atteindre les objectifs de réduction que s'est fixés le Québec nécessitera un changement de cap majeur pour la société, ce qui aurait des répercussions sur l'économie du Québec, son environnement et sa population. [...] Les projections montrent que, dès 2026-2027, Hydro-Québec aura besoin de nouveaux approvisionnements » pour garantir sa « transition énergétique » car « le contrat liant Hydro-Québec et la New York State Energy Research and Development Authority pour la livraison de 10,4 TWh/an d'électricité à la ville de New York » débute au printemps de 2026 [3].

La préoccupation soulevée par les commissaires du BAPE ainsi que par plusieurs organismes oeuvrant dans le domaine de l'énergie a également trouvé écho à l'Assemblée nationale du Québec le jour de l'adoption du projet de loi 13. Le député de Québec solidaire dans la circonscription de Maurice-Richard (Montréal-Nord), Haroun Bouazzi, a notamment déclaré ce qui suit :

« Moi, je mets au défi les gens ici présents de nous indiquer le document qui explique la stratégie du gouvernement d'ici 2030, voire 2050, sur les questions énergétiques. Il n'y en a tout simplement

pas. [...] On est en train de signer un contrat, donc je le rappelle, de 10,4 térawattheures d'électricité sur 25 ans. Si mes souvenirs sont bons, ça correspond à 8 % à 9 % de nos productions québécoises, alors que nous n'avons pas de plan, un contrat sur 25 ans, alors que nous n'avons pas de plan. [...] Sur les questions d'éoliennes et de privatisation de la génération d'énergie au Québec, il y a aussi des affaires à se faire, clairement, dans la vente de notre électricité, entre autres choses, comme on voit dans ce contrat vers New York. C'est comme si le fait de voir les 30 milliards de dollars sur 25 ans fait en sorte qu'on est prêt à signer tout et n'importe quoi sans avoir décidé en amont quel serait notre plan énergétique. [...] il est aussi possible que ce soit une énorme bêtise de signer ce contrat-là et de faire ce transfert-là, alors que nous ne savons pas encore quel est le plan pour pouvoir éviter des pénuries d'électricité en 2026 ou même on va se retrouver à acheter nous-mêmes de l'électricité à un prix absolument exorbitant sur le marché de l'électricité instantanée [4]. »



Graphique montrant les prévisions d'Hydro-Québec en matière d'énergie et de demande de pointe pour la prochaine décennie. Les achats sur les marchés à court terme (spot) (en gris foncé) et les approvisionnements supplémentaires nécessaires (en gris hachuré) augmentent régulièrement à partir de 2026.

Ce que tout cela révèle, c'est que le peuple québécois ne peut pas être pris en otage par des plans intéressés des gouvernements où la construction de nouvelles infrastructures est imposée et le financement de stratagèmes pour payer les riches est approuvé avant que l'on ne sache quoi que ce soit à leur sujet. Les ressources naturelles du Canada doivent être utilisées de manière à contribuer au bien-être des peuples du Québec, du Canada et des peuples du monde, tel que défini par les peuples eux-mêmes, et non par des intérêts privés étroits. Selon la logique des accords de libre-échange nord-américains, l'augmentation des exportations d'énergie vers les États-Unis s'accompagne d'un décret stipulant que ce flux constant ne peut être réduit pour quelque raison que ce soit. Cela signifie que de plus en plus d'infrastructures canadiennes seront directement revendiquées par l'armée américaine comme étant essentielles à son fonctionnement. Les actions des travailleurs et du peuple de ce pays seront interdites et criminalisées. Il est urgent d'élaborer une alternative dans laquelle les vastes ressources du Canada peuvent être utilisées pour l'édification nationale d'une manière qui fasse du Canada une zone de paix.

Notes

1. « Sujets de préoccupation économique : Le partenariat d'institutions québécoises avec le fonds spéculatif Blackstone », Pierre Soublière, *Forum ouvrier*, 16 avril 2022

2. « NYC's Big Clean-Energy Project Poses A Major Climate Test For The Country », par Alexander C. Kaufman, Huffpost, 13 avril 2022

3. « Projet de ligne d'interconnexion Hertel-New York - Le BAPE publie son rapport », 16 mars 2023, Rapport du BAPE no. 369, pages 29-31

4. « Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec », Vol 47, no 30, mardi 4 avril 2023

(Avec des informations du LML, Hydro-Québec, Assemblée nationale du Québec, Bureau de la gouverneure de l'État de New York, National Law Review)



Les difficultés des projets d'« énergie verte »

Nouvelle subvention massive pour la construction d'une usine de batteries de Volkswagen à St. Thomas, en Ontario

Le 21 avril, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il accordait à Volkswagen un investissement initial de 700 millions de dollars et des subventions à la production allant jusqu'à 13,2 milliards de dollars sur 10 ans en fonction des volumes de production, pour construire sa première « giga-usine » de batteries pour véhicules électriques en Amérique du Nord, à Saint-Thomas, en Ontario. Une fois construite, l'usine aura la taille de 391 terrains de football, ce qui en ferait la plus grande usine du Canada, et son coût de construction s'élèverait à 7 milliards de dollars. Selon les rapports de presse, Volkswagen et le gouvernement affirment que l'usine emploiera « jusqu'à 3 000 personnes ». Le gouvernement de l'Ontario s'est également engagé à verser 500 millions de dollars en incitatifs directs à l'entreprise, en plus des fonds destinés à soutenir l'infrastructure locale.

Frank Blome, PDG de PowerCo, la division du groupe VW chargée des batteries et de la production, a déclaré que l'usine disposera de six lignes de production et fabriquera suffisamment de batteries pour un million de voitures par an. VW prévoit de fabriquer 25 nouveaux modèles de véhicules électriques au cours des prochaines décennies, et la plupart de leurs batteries proviendront de St. Thomas.

Des représentants du Canada ont confirmé que les termes de l'accord correspondent à ce que VW aurait reçu en subventions du gouvernement américain s'il avait choisi les États-Unis pour cette usine. Cela montre comment les gouvernements soutiennent les grands monopoles de l'automobile avec des stratagèmes pour payer les riches. Electrek rapporte que l'accord est également proportionnel à l'*Inflation Reduction Act* (loi sur la réduction de l'inflation) aux États-Unis : « Si les subventions américaines disparaissent, il en va de même pour celles de Volkswagen au Canada. Si elles sont réduites, celles du Canada le seront aussi », explique Electrek. Le gouvernement de l'Ontario informe explicitement que les incitations sont censées correspondre à la législation américaine, soit 35 dollars US par kWh de stockage d'énergie produit. Le Canada fournira ses incitations « pour ce qui est produit et vendu et les réduira progressivement de 25 points de pourcentage chaque année à partir de 2030 (après 2032, le crédit serait éliminé) ».

Les travailleurs de l'Alliance de la fonction publique du Canada ont tenu un rassemblement à l'extérieur de l'édifice où le premier ministre Trudeau a fait cette annonce, à St. Thomas. Leur situation tourne en dérision les prétentions du Canada de Trudeau. « Le Canada a l'avantage grâce aux travailleurs eux-mêmes, des gens qui savent comment fournir exactement ce que le monde veut », a dit le premier ministre lors de l'annonce à St. Thomas. Les travailleurs du service public

savent également comment répondre aux attentes du monde, mais ils ne sont pas considérés comme dignes des milliards que le gouvernement remet à la supranationale allemande Volkswagen. « C'est plus qu'une giga-usine. Il faut comprendre que l'avenir sera solide et porteur pour les gens d'ici et de tout le pays », a-t-il ajouté.

« Cet accord concerne les travailleurs, a poursuivi le premier ministre. Il rapportera 200 milliards de dollars à l'économie canadienne au cours de la décennie à venir. Un environnement plus propre, une main-d'oeuvre plus forte, en meilleure santé, des partenariats avec les peuples autochtones, voilà comment nous construisons une économie forte pour l'avenir. » Il a affirmé que le projet créerait jusqu'à 30 000 emplois indirects ou en dérivé.

Le ministre ontarien du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce, Vic Fedeli, a déclaré : « Il s'agit de l'investissement le plus important de l'histoire de la province dans le secteur de l'automobile. Il s'agit d'un redressement complet du secteur automobile en trois ans. Nous sommes de retour. L'Ontario est de retour. »

Andreas Schotter, professeur de stratégie internationale à la Ivey School of Business de l'Université Western et ancien contrôleur des ventes et du marketing pour l'Amérique du Nord chez Volkswagen, a déclaré :

« La loi [américaine] sur la réduction de l'inflation a vraiment fait ressortir la nécessité d'ouvrir davantage les poches pour attirer les investissements dans les technologies vertes et les usines de batteries. Sinon, l'usine aurait été implantée aux États-Unis ou au Mexique, mais probablement aux États-Unis. »

Selon lui, « nous devons attirer l'industrie ». « Volkswagen est un acteur mondial. Attirer cette usine ici, d'un point de vue canadien, est logique. Le prix à payer ? Vous payez le prix et vous l'obtenez. »

La présidente nationale d'Unifor, Lana Payne, a déclaré : « L'ampleur de la transition vers la production de véhicules électriques ne saurait être surestimée, avec une concurrence féroce dans le monde entier pour les usines et les emplois à long terme qui en découlent . Le récent investissement du gouvernement fédéral montre que le Canada est prêt à déployer de l'argent et une vision dans une stratégie industrielle audacieuse. Le fait de s'être assuré la construction de l'usine de batteries de VW est une victoire historique, mais il est essentiel que les travailleuses et travailleurs obtiennent leur part de cet investissement avec des emplois syndiqués bien rémunérés. »

Unifor préconise depuis longtemps que les investissements gouvernementaux soient conditionnés à une production continue, « mais les obligations de la société ne doivent pas s'arrêter là, a-t-elle ajouté. VW est un nouvel ajout à l'empreinte automobile canadienne et nous attendons de la société qu'elle respecte totalement nos normes de travail et le droit de ses travailleuses et travailleurs de se syndiquer.. »

(Avec des informations de Radio-Canada, CBC, CTV, Unifor)



L'annonce de GM sur la production de systèmes de propulsion électrique à St. Catharines

Le 20 février, General Motors (GM) et Unifor ont tenu une conférence de presse publique à l'usine de groupes propulseurs de GM à St. Catharines pour annoncer des plans de production de systèmes

de propulsion de véhicules électriques (VE) à l'usine.

« St. Catharines jouera un rôle essentiel dans notre avenir électrique », a déclaré Marissa West, présidente et directrice générale de GM Canada. « L'équipe de St. Catharines produit des moteurs et des boîtes de vitesses pour plusieurs des véhicules les plus populaires de GM, y compris les camions pleine grandeur, les VUS et les Corvette et nous sommes très heureux d'annoncer nos plans d'approvisionnement d'unités d'entraînement essentielles également. Cela soutiendra les plans de GM visant à construire 1 million de véhicules électriques par année en Amérique du Nord d'ici 2025. »

« Cela fait plus de soixante-dix ans que les travailleuses et travailleurs de l'automobile extrêmement compétents de St. Catharines construisent des groupes motopropulseurs parmi les plus sophistiqués au monde, a déclaré Lana Payne, présidente nationale d'Unifor. Avec la promesse d'un investissement historique de la part de GM dans la construction de nouvelles unités de propulsion électrique, les travailleuses et travailleurs de l'automobile continueront d'être l'épine dorsale de l'économie de la région pour les générations à venir. »

Bien que l'annonce donne l'impression d'être une affaire réglée, GM l'a faite à la condition d'un financement public, qui fait actuellement l'objet de négociations avec le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario.

Autrement dit, l'annonce fait partie des négociations avec les gouvernements, sinon, pourquoi faire une telle annonce avant qu'elle ne soit finalisée. Il est également important de tenir compte du fait que l'annonce précède les négociations entre les travailleurs de l'automobile au Canada et ceux que l'on appelle « les trois grands » (GM, Ford et Stellantis/Chrysler). À cet égard, l'annonce fait également partie de ces négociations, afin de susciter l'enthousiasme pour les investissements futurs, qui ne sont pas encore garantis et que l'entreprise peut ensuite utiliser contre les travailleurs et les gouvernements comme une forme de chantage pour obtenir ce qu'elle veut. Dans cette situation, il semble que GM pense que travailler avec le syndicat de cette manière lui sera bénéfique en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il accorde des aides importantes. Il s'agit d'une situation dangereuse, car l'entreprise crée l'illusion que les intérêts des travailleurs peuvent être défendus en renonçant à leur indépendance de pensée et d'action et en considérant au contraire que leurs intérêts ne font qu'un avec ceux de l'entreprise, en l'occurrence l'obtention d'aides publiques. Cette confusion fait partie des tentatives de l'entreprise pour amener les travailleurs à renoncer à leurs revendications en matière de salaires et de conditions de travail acceptables pour les emplois qu'ils occupent et à leurs conditions réelles, sur la base de promesses de production si le public paie. En fin de compte, ce sont les travailleurs et leurs communautés qui paieront les cadeaux du gouvernement avec des compressions dans les programmes sociaux, à moins que les gouvernements n'agissent pour récupérer leurs investissements afin de réinvestir dans les services publics dont les travailleurs et leurs communautés ont besoin, ce qu'ils ne font pas.

À propos des projets d'électrification de GM

Les plans de GM pour l'électrification de son parc de véhicules reposent sur le partage d'un maximum de matériel, à savoir : les cellules de la batterie et le système de surveillance, l'architecture essentielle du moteur et le système d'exploitation. Ainsi, les composants peuvent être adaptés à différents produits, ce qui réduit les coûts liés à la multiplicité des véhicules, des pièces et des chaînes de production. Selon diverses informations, GM envisage quelque 19 combinaisons de batteries et de moteurs pour ses véhicules électriques, alors que sa gamme actuelle compte 550 combinaisons de groupes motopropulseurs à combustion. Le partage de la plate-forme et des composants signifie également que la production peut être déplacée rapidement d'un site à l'autre en cas de grève ou de négociations, afin d'exercer du chantage sur les travailleurs pour qu'ils acceptent des salaires et des conditions de travail plus bas, ou dans le cadre d'une guerre économique contre

des pays ou des juridictions.

GM possède dix usines de propulsion aux États-Unis. Certains experts s'attendent à une consolidation de ces usines en raison des plateformes communes sur lesquelles les véhicules électriques sont construits. « Les VE sont honnêtement beaucoup plus simples, et il n'y aura donc pas autant de choses à faire », a déclaré Brian Maxim, vice-président du groupe motopropulseur mondial chez AutoForecast Solutions LLC.

En septembre 2022, General Motors a annoncé qu'elle fabriquerait ses premiers systèmes d'entraînement pour voitures électriques dans son usine de transmission de Toledo, dans l'Ohio.

Les systèmes d'entraînement, qui pourraient être produits à St. Catharines, sont destinés à la plateforme Ultium de GM. GM a initialement présenté le système d'entraînement « Ultium Drive » en 2020. En raison de sa nature modulaire, ces unités d'entraînement peuvent théoriquement être installées sur tous les modèles Ultium. Cela inclut des modèles tels que le GMC Hummer EV, le Cadillac Lyriq et le Chevrolet Equinox EV. Le véhicule de livraison BrightDrop Zevo 600, assemblé à Ingersoll, en Ontario, est également basé sur la plate-forme Ultium.

La plate-forme Ultium fait principalement référence aux cellules de batterie Ultium utilisées dans les véhicules. Elles ont été développées et produites par GM en partenariat avec LG Energy Solutions, une division du conglomérat coréen LG Corp. La société qu'ils ont créée pour les produire s'appelle Ultium Cells. La batterie Ultium utilise de grandes cellules (58,4 x 10,2 x 1,0 centimètres) de type poche qui contiennent de l'énergie de manière plus dense que les cylindres. Elles pèsent environ 1,36 kilogramme chacune, contiennent 0,37 kWh d'énergie, peuvent être disposées verticalement ou horizontalement pour s'adapter aux exigences d'espace des différents véhicules et sont généralement regroupées en modules de 24 cellules. La plate-forme Ultium permet à GM d'utiliser des cellules de batterie de différentes chimies dans le même châssis de batterie, de sorte que des parties du module peuvent être remplacées par de nouveaux types de batteries ou des batteries de chimies différentes au fur et à mesure de leur évolution. Les batteries réduisent de 70 % la dépendance au cobalt – le minéral le plus coûteux de la cathode des batteries existantes – en ajoutant de l'aluminium, ce qui réduit le coût de production global de chaque batterie. L'entreprise affirme qu'elle contribuera à faire passer le coût des bloc-batteries en dessous de 100 dollars par kilowattheure, ce qui est considéré comme un seuil critique pour que les VE soient compétitifs en termes de bénéfices par rapport aux moteurs à combustion interne. Les batteries sont actuellement fabriquées à Lordstown, dans l'Ohio, dans une usine très proche de l'usine GM de Toledo, où sont produites les voitures électriques. Il convient de noter que le 9 décembre, les travailleurs de l'usine de batteries de Lordstown (Ohio) ont voté en faveur de l'adhésion à United Auto Workers (UAW) par 710 voix contre 16, selon l'UAW. D'autres usines sont également prévues dans le Tennessee et le Michigan.

Les cellules de la batterie seront également contrôlées et coordonnées sans fil à l'aide du spectre 2,4 GHz de type Bluetooth. Cela permettra de réduire le poids du véhicule, la complexité et l'espace nécessaire pour souder des connexions câblées dans les véhicules existants, ce qui réduira la main-d'oeuvre et les matériaux nécessaires à l'assemblage. Le système, appelé Ultifi, surveille en permanence la batterie et partage les informations avec l'infonuage. Il permet également la reprogrammation flash lors de l'installation de batteries à la chimie plus récente ou de la reconversion d'un bloc-batterie, notamment pour le stockage d'énergie en réseau, présenté comme un moyen d'accroître le stockage d'électricité dans un réseau électrique en utilisant la capacité de stockage des véhicules individuels et en l'acheminant dans les deux sens à partir du lieu de chargement.

Outre la surveillance du fonctionnement de la batterie, Ultifi est également conçu pour générer une nouvelle source de revenus pour GM sous la forme d'abonnements à des contenus en continu, de services de guide-expert, de vente de mises à niveau permanentes ou de location de fonctions

temporaires pendant la durée de vie utile d'un véhicule. Voici quelques exemples de ces options : autorisation du véhicule à l'aide d'une caméra orientée vers le conducteur et d'un logiciel de reconnaissance faciale, fermeture automatique des fenêtres et du toit en fonction des prévisions météorologiques locales, application Planétarium utilisant la localisation GPS pour indiquer les constellations d'étoiles à proximité sur le(s) écran(s) d'infodivertissement, mode « gesundheit » qui ferme les fenêtres et active la recirculation de l'air lorsque le taux de pollen est élevé, surveillance de la circulation à proximité pour connaître les zones glacées ou glissantes, les nids de poule, les obstacles, etc.

Pour plus d'information sur la transformation et la production dans le secteur automobile suite à l'électrification, [cliquer ici](#).

(Avec des informations de *electride*, *Detroit Free Press*)



Le plus grand projet de stockage d'énergie par batterie au Canada sur le territoire des Haudenosaunee de Grand River

L'État canadien refuse de traiter les nations autochtones comme des nations. Au contraire, pour les empêcher d'affirmer leurs droits en tant que peuples, il procède en ayant recours à des bandes de conseil imposées en vertu de la *Loi sur les Indiens*.

Le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'Ontario, NRStore, Northland Power et Aecon seraient les « partenaires » dans un projet à Six Nations de la rivière Grand – avec Société de développement des Six Nations of the Grand River (SNGRDC) – visant à construire une grande usine de stockage de l'énergie par batterie. Le premier ministre Doug Ford dit que le projet débutera ses opérations en 2025.

Le 10 février, le gouvernement de l'Ontario a émis un décret et une directive ministérielle à l'intention de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) lui demandant de conclure un contrat de 20 ans avec le Projet de stockage de l'énergie par batterie d'Oneida (OES). Le projet est en cours depuis plusieurs années et est présentement à l'étape de la construction. Le projet OES utilisera des batteries de lithium à grande échelle pour retirer et entreposer de l'électricité en dehors des périodes de pointe, lorsque la demande d'électricité est moindre, et la redistribuera lorsque la demande est à la hausse. Le système électrique de l'Ontario sera ainsi approvisionné au moyen d'un Système Tesla Megapack de 250 Mégawatts/1 000 Mégawatt-heures.

La vice-première ministre Chrystia Freeland a dit qu'Ottawa investit 50 millions de dollars supplémentaires – en plus des 170 millions en financement de la part de la Banque de l'infrastructure du Canada – pour construire le « plus grand projet de stockage d'électricité en batteries au Canada et l'un des plus importants au monde ». Elle a dit : « Ce projet contribuera à créer d'excellents emplois pour les citoyennes et les citoyens de l'Ontario. Il permettra de stocker et de fournir de l'électricité propre dont notre province a besoin, et de créer des possibilités économiques pour les communautés autochtones comme les Six Nations. »

Lorsque Chrystia Freeland parle de « communautés autochtones comme les Six Nations », elle cherche à dissimuler le fait que le gouvernement fédéral et ses cliques refusent de traiter avec les peuples autochtones sur une base de nation à nation. Ils ont plutôt recours aux conseils de bande

imposés par l'État canadien en vertu de la *Loi sur les Indiens* afin de pouvoir prétendre qu'ils ont le consentement des peuples autochtones, ce qu'ils n'ont pas.

Le chef du conseil de bande des Six Nations, Mark B. Hill, a dit lors d'une conférence de presse à Ohsweken : « L'annonce d'aujourd'hui est l'une des façons par lesquelles nous contribuons à créer un avenir durable, à réduire les émissions et à fournir une source fiable d'énergie propres pour le mieux-être de toutes nos familles. »

Le président et premier dirigeant de la SNGRDC, Matt Jamieson, a dit : « Il va y avoir un bienfait économique et ces bienfaits économiques joueront un rôle primordial à consolider ce qui a de l'importance pour notre communauté. Par exemple, en ce moment, nous avons un manque à gagner en infrastructure de 1,6 milliards de dollars dans notre communauté. Nous ne pouvons pas attendre les paiements du fédéral. Nous devons prendre notre destin en main et ceci est une façon de le faire. »

Matt Jamieson a dit qu'avec la construction du projet 50 millions de dollars ont été injectés dans la communauté et que la main-d'oeuvre qui le construit est autochtone à 97 %. Il souligne que plusieurs étapes dans la construction de l'usine de stockage de l'énergie dans des batteries seront l'oeuvre de A6N Utilities, une coentreprise de la SNGRDC et du monopole de la construction Aecon, dont la main-d'oeuvre est à 95 % autochtone. La SNGRDC prétend qu'elle « gère les intérêts économiques des Six Nations dans 20 projets d'énergie renouvelable et plusieurs initiatives de développement économique, dans et autour des territoires des Six Nations ».

Colin Martin, co-président du comité des relations extérieures des Haudenosaunee et liaison avec la police pour le conseil des chefs de la Confédération haudenosaunee (CCCH) a dénoncé la politique néfaste de diviser pour régner des gouvernements fédéral et ontarien, lorsqu'il a révélé que le CCCH n'avait pas été consulté au sujet du projet et n'avait entendu l'annonce que le matin même, juste avant la tenue de la conférence de presse.

« Les conseils de bande ont décidé d'aller de l'avant et d'avoir des discussions sur quelque chose pour laquelle ils n'ont ni l'approbation, l'autorité ou la permission du conseil de la Confédération pour en parler », a dit Colin Martin. « Nous étions ici pour exprimer nos opinions et nos pensées à ce sujet mais, malheureusement, ils nous ont fermé la porte. »

La Confédération, composée de Mohawks, d'Oneidas, d'Onondagas, de Cayugas et de Senecas, a été créée pour unir les nations et trouver une façon pacifique de prendre des décisions. Dans la Confédération, chacune des nations des Haudenosaunee est unie par un objectif commun, celui de vivre en harmonie. Chaque nation maintient son propre conseil où les chefs sont choisis par la Mère du Clan et chacune gère les affaires qui lui sont propres, mais autorise le conseil du Grand de traiter des questions qui affectent les nations au sein de la Confédération.

Selon son site web : « Souvent décrite comme la plus ancienne démocratie participative au monde, la constitution de la Confédération haudenosaunee aurait servi de modèle pour la constitution américaine. Ce qui fait son originalité comparativement à d'autres systèmes dans le monde, c'est sa fusion de lois et de valeurs. Pour les Haudenosaunee, la loi, la société et la nature sont des partenaires égaux et chaque élément joue un rôle important. »

Pour lire la déclaration de la Confédération des Haudenosaunee expliquant leur position en regard des conseils de bande élus, [cliquer ici](#).

(Avec des informations de la Presse canadienne)



Qu'est-il advenu de CS Wind?

CS Wind était une entreprise sud-coréenne qui s'était installée à Windsor, en Ontario, en 2011, pour la construction d'éoliennes pour les « trois grands » fabricants d'éoliennes, Vestas, Siemens et GE. Elle s'était installée dans le cadre du plan d'énergie verte du gouvernement libéral de l'Ontario en partenariat avec Samsung et a reçu 10 millions de dollars de la province, ainsi que des concessions de l'administration municipale.

Le partenariat entre Samsung et le gouvernement comprenait plus de 100 millions de dollars en incitatifs, en plus d'une entente selon laquelle la province achèterait l'énergie de CS Wind à des tarifs supérieurs à ceux du marché. Il était devenu un modèle pour l'avenir de l'énergie verte en Ontario et pour la ville de Windsor.



En 2015, le *Financial Post* a indiqué que « depuis 2006, lorsque la province a commencé à subventionner les éoliennes, elle a donné plus de 1,92 milliards de dollars en subventions. Cet acte d'aide sociale aux entreprises est loin d'être fini [...] Au total, le montant de subventions aux fabricants d'éoliennes pourrait atteindre 8 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie et 13 milliards de dollars au cours des vingt prochaines années. »

L'usine a fermé de manière définitive en 2019, mettant à pied des centaines de travailleurs. La raison pour laquelle CS Wind a mis fin à ses opérations à ce moment-là est que l'Entente d'investissement dans l'énergie propre de l'ancien gouvernement libéral est arrivée à terme le 31 décembre 2017 et aucune autre entente n'a été conclue pour continuer de subventionner la construction d'autres éoliennes. Peu après avoir été élu en 2018, le gouvernement Ford a annoncé l'annulation de 758 contrats éoliens et solaires dans la province.

Les comptes publics de la province pour 2018-2019 indique des dépenses de 231 millions de dollars par le ministère de l'Énergie pour « d'autres transactions », sans autres explications. Un chercheur des néodémocrates a découvert que ces « autres transactions » étaient pour « respecter un engagement gouvernemental visant à progressivement réduire les contrats d'énergie renouvelable ». En d'autres mots, encore plus de fonds publics devaient être alloués pour annuler les contrats. Maintenant, le gouvernement Ford dit aux municipalités qu'elles doivent augmenter la production d'électricité en concluant de nouveaux contrats avec des fournisseurs privés pour servir les fabricants de batteries électriques et le secteur agricole.



Le gouvernement de l'Ontario augmente la capacité en électricité pour la production de batteries

Le gouvernement de l'Ontario agit rapidement pour accroître la capacité de l'Ontario à fournir de l'électricité afin de répondre à la demande des grands monopoles comme LG, GM, Ford et Volkswagen pour la production de batteries électriques ainsi que pour le secteur en expansion des serres, les aciéries électrifiées et les opérations minières. Cela implique des investissements dans de nouvelles batteries de stockage pour le réseau électrique, une nouvelle production d'électricité au gaz naturel, un nouveau petit réacteur nucléaire modulaire et un recours accru aux ventes aux

enchères pour acheter de l'électricité à des installations industrielles et commerciales privées.

Il convient de noter que, bien que l'on parle ici de l'Ontario, le réseau électrique de la province est en fait totalement intégré au réseau électrique nord-américain, la majeure partie des exportations d'électricité de l'Ontario étant destinée à deux États américains, le Michigan et l'État de New York.

Un article d'Allison Jones de la CBC note que « Les besoins énergétiques de la province augmentent rapidement, avec la prolifération des véhicules électriques et l'augmentation de la demande manufacturière d'électricité à l'horizon, tout comme une grande centrale nucléaire [Pickering,] qui fournit 14 % de l'électricité de l'Ontario est sur le point d'être mise hors service [en 2025] et d'autres unités sont en cours de remise à neuf. »

Selon la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité de l'Ontario (SIERE), « le passage à des processus de transport et de production électriques ainsi que la croissance économique dans les secteurs des serres agricoles et de la fabrication de véhicules électriques augmentent la demande globale d'électricité de l'Ontario ».

Le ministre des Mines de l'Ontario, George Pirie, a déclaré : « Notre gouvernement met en place une chaîne d'approvisionnement intégrée pour les minéraux essentiels en Ontario alors que nous devenons un chef de file dans la fabrication de batteries. La fiabilité et l'abordabilité du système énergétique sont essentielles pour que les mines de l'Ontario puissent continuer à produire de manière compétitive les minéraux essentiels dont nous avons besoin pour la fabrication de batteries et d'autres technologies qui soutiennent la transition vers une économie propre. »

Todd Smith, ministre de l'énergie de l'Ontario, a déclaré : « Notre gouvernement renforce la production et le stockage d'électricité nécessaires pour soutenir notre réussite dans l'électrification et attirer de nouveaux emplois dans la province, y compris des investissements sans précédent, de la fabrication de véhicules électriques et de batteries à la fabrication d'acier propre. »

La SIERE note qu'« après des années de surplus, un déficit de capacité apparaîtra au milieu des années 2020, se traduisant par des besoins de capacité et d'énergie dans la seconde moitié de la décennie. Ces besoins se poursuivront jusqu'en 2040, la demande devant augmenter d'environ 1,7 % par an au cours de cette période ».

Allison Jones indique que le ministre de l'Énergie, Todd Smith, a ordonné à la Société indépendante d'exploitation du reau d'électricité (SIERE) d'obtenir 2 500 mégawatts de technologies propres, comme le stockage de l'énergie, ainsi que 1 500 mégawatts de nouvelles capacités de [production d'électricité] au gaz naturel entre 2025 et 2027. La SIERE dit que les deux sources d'électricité – gaz naturel et stockage – peuvent être rapidement augmentées et réduites pour répondre aux variations de la demande.

À l'heure actuelle, l'Ontario ne dispose que de 54 mégawatts de stockage d'énergie dans son réseau électrique. En outre, le gouvernement de l'Ontario, par l'intermédiaire d'Ontario Power Generation (OPG), a confirmé qu'il avait passé un contrat avec GE Hitachi Nuclear Energy pour le déploiement d'un petit réacteur nucléaire modulaire de 300 MW sur le site nucléaire de Darlington, en Ontario.

En plus de l'augmentation de la capacité, la SIERE s'appuie également davantage sur l'achat d'électricité auprès d'entités industrielles et commerciales pour augmenter la capacité à court terme. Elle signale qu'elle a pu obtenir 992,1 MW de capacité pour l'été 2021 dans le cadre d'une vente aux enchères à l'échelle de la province et qu'elle continuera à améliorer ce mécanisme pour répondre à la demande à court terme au fur et à mesure que les « besoins du système augmentent ».

Justin Rangooni, directeur exécutif d'Energy Storage Canada, a déclaré qu'en raison des délais relativement serrés, les 2 500 mégawatts de capacité de stockage seront probablement principalement des batteries au lithium. « Obtenir l'approvisionnement en batteries au lithium sera

un défi.... Ce n'est pas un obstacle total, mais cela prendra du temps parce que maintenant ... [vous avez] non seulement des contraintes au niveau de la chaîne d'approvisionnement, mais vous êtes également en concurrence avec les États-Unis, qui accélèrent vraiment l'adoption du stockage de l'énergie », a-t-il déclaré.

Il semble que pour fournir suffisamment d'électricité aux fabricants de batteries électriques, l'Ontario mettra en place des installations de stockage de batteries électriques nécessitant de grandes quantités de lithium et d'autres minéraux stratégiques en plus de ceux qui seront utilisés dans les batteries à usage commercial, qui seront ensuite électrifiées à partir de batteries de stockage dans le réseau.

Rupp Carriveau, directeur de l'Environmental Energy Institute de l'université de Windsor, indique que le stockage de l'électricité sera un domaine où les intérêts privés chercheront à faire des bénéfices et que le moment est bien choisi. « L'espace est là, la technologie est là, et la volonté de l'industrie privée de réagir est là, a-t-il déclaré. Je connais beaucoup d'entreprises qui se sont frotté les mains, examinant ce potentiel pour construire une capacité de stockage. »

De nombreux consommateurs commerciaux et industriels, tels que les grandes usines de fabrication et les immeubles de bureaux du centre-ville, utilisent le stockage pour gérer leur consommation d'électricité, en s'appuyant sur l'énergie des batteries lorsque les prix sont élevés. Ce sont ces mêmes entités qui vendent actuellement de la capacité au réseau par le biais de ventes aux enchères.



Fraude dans la gestion du réseau d'électricité ontarien

En juin 2018, *Canadian Accountant* a publié un article qui décrit ce qu'est la comptabilisation des activités à tarifs réglementés. Trois des quatre grands cabinets comptables (KPMG, Deloitte, Ernst&Young et PriceWaterhouseCoopers) étaient à l'époque payés par le gouvernement de l'Ontario pour des conseils sur la manière d'introduire la « comptabilisation des activités à tarifs réglementés » à la SIERE. Cette pratique comptable fait partie des principes comptables généralement reconnus (GAAP) des États-Unis. Elle permet « la reconnaissance des soldes découlant de la réglementation des tarifs ». Ce système a été utilisé par Enron, l'enfant-vedette de la comptabilité imaginative en 2000[1]. L'idée sous-jacente est que les industries fortement réglementées, telles que les services publics du secteur public et les sociétés privées de pipelines d'énergie, qui ne sont pas en mesure de fixer leurs propres tarifs, devraient avoir un moyen de reporter les coûts, par exemple en construisant une nouvelle centrale électrique. La comptabilisation des activités à tarifs réglementés permet aux services publics de placer ces coûts dans des comptes spéciaux pour les reporter sur les années suivantes, à condition que leur organisme de réglementation (dans ce cas, la Commission de l'énergie de l'Ontario) leur donne le droit de recouvrer ces coûts par le biais de factures futures. Ces droits peuvent être inscrits à l'actif – même si aucune électricité n'a été produite, utilisée ou facturée[2].

Un mois plus tard, le ministre des Finances de l'Ontario de l'époque, le même Charles Sousa qui a été élu pour les libéraux de Trudeau en décembre dernier lors d'une élection fédérale partielle dans la circonscription de Mississauga-Lakeshore, a annoncé un budget provincial équilibré pour 2017-2018. « [E]t l'année prochaine et l'année d'après, nous prévoyons qu'il sera également équilibré », s'est-il vanté.

La vérificatrice générale de l'Ontario, Bonnie Lysyk, est intervenue pour s'interroger sur le coût des milliards de dollars engagés lors de la réduction des tarifs de l'électricité. Comme le rapporte un

article du *Globe and Mail* de 2018, Bonnie Lysyk a souligné : « Pour que ce [manque à gagner] n'apparaisse pas dans les résultats, ils ont créé une comptabilité imaginative pour le faire disparaître des états financiers du gouvernement. » En utilisant cette nouvelle comptabilité, le gouvernement a déclaré avoir équilibré les livres de la province pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2018, quelques mois seulement avant une élection générale. Mais Lysyk a déclaré que ce n'était pas vrai. Et le Bureau de la responsabilité financière (BRF), l'organisme chargé de fournir à l'assemblée législative des analyses et des conseils indépendants sur les finances de l'Ontario, était d'accord : en décembre, le BRF prévoyait que la province accumulerait en fait un déficit de 4 milliards de dollars – un écart, disait-il, qui s'accroîtrait nettement à mesure que les emprunts hors bilan du gouvernement se poursuivraient[3].

À quoi faut-il s'attendre pour l'avenir ?

Bonnie Lysyk a déclaré qu'elle craignait que le succès du gouvernement Wynne dans la dissimulation de ses emprunts n'encourage une comptabilité plus agressive, comme elle l'appelle, tant en Ontario que dans les autres provinces.

« Si vous pouvez vous en tirer en faisant quelque chose qui n'est pas conforme à la comptabilité, la fois suivante, vous recommencerez et vous recommencerez encore », a-t-elle dit. « Très bientôt, ils n'auront plus de chiffres qui auront une quelconque intégrité derrière eux. »

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) est considéré comme un « organisme indépendant qui a le pouvoir d'établir des normes comptables pour toutes les entités canadiennes à l'extérieur du secteur public ». Ses recherches révèlent une utilisation généralisée des GAAP américains par les services publics d'électricité en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec[4]. Le professeur Michel Magnan de l'Université Concordia et ancien directeur du CNC avait un conseil à donner aux Ontariens au sujet du service public/privé d'électricité de l'Ontario. « Suivez l'argent à la trace », a-t-il dit.

À cet égard, le *Globe and Mail* a rapporté en 2018, que KPMG a touché entre 86 000 et 92 000 dollars d'honoraires annuels au cours des trois années précédentes pour avoir vérifié les livres de la SIERE de l'Ontario. Pour ses conseils sur la nouvelle utilisation de la comptabilisation des activités à tarifs réglementés par la SIERE, KPMG a gagné 652 000 \$ en 2017.

Actuellement, le conseil d'administration de la SIERE est composé d'un directeur général et de « 8 à 10 autres personnes nommées par le ministre » de l'Énergie de l'Ontario, qui nomme également le « premier directeur général de la SIERE. Le conseil d'administration nomme les directeurs généraux suivants et désigne l'un des administrateurs comme président ». En examinant la biographie de ces administrateurs, on constate qu'ils ont occupé des postes importants dans de grands cabinets d'avocats privés ou dans le secteur privé des mines et/ou de l'énergie, comme Trans Mountain, Enbridge et l'Association canadienne du gaz. D'autres ont occupé des postes importants dans le secteur financier, dans les sociétés Merrill Lynch Royal Securities, Nesbitt Thomson et BMO Nesbitt. Un exemple est Joe Oliver qui entre et sort de la porte tournante publique/privée avec des rôles tels que ministre des Finances un jour et président du conseil d'administration de la SIERE le lendemain.

On peut voir comment les intérêts privés étroits sont des oligopoles qui ont usurpé le pouvoir politique en s'emparant directement des fonctions de l'État. Quand il s'agit de décider de l'avenir de la société d'électricité de l'Ontario, la fraude est la règle du jeu. Tout est permis, sanctionné au nom d'idéaux élevés. Leur promotion d'un « programme d'énergie verte » par la production privée de batteries rechargeables au lithium et de stockage d'électricité, le tout par un système de stratagèmes pour payer les riches, va certainement aboutir à ce que la société d'électricité de l'Ontario et le gouvernement provincial accumuleront d'énormes déficits. Les travailleurs devraient intensifier la pression sur les tentatives du gouvernement de cacher cette réalité par une comptabilité

imaginative.

Notes

1. « [What Kathleen Wynne's Hydro fiasco tell us about the accounting profession](#) », Collin Ellis, *Canadian Accountant*, 6 juin 2018
2. « [Bad books : How Ontario's new hydro accounting could cost taxpayers billions](#) », Matthew McClearn, *Globe and Mail*, 3 mai 2018
3. « [Analyse des retombées financières du Plan ontarien pour des frais d'électricité équitables](#) », Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario, printemps 2017
4. « [Document de recherche Information financière reflétant les aspects économiques des activités à tarifs réglementés](#) », Conseil des normes comptables, Document de recherche, novembre 2018



Information sur la production d'électricité en Ontario

L'Ontario est le deuxième plus grand producteur d'électricité du Canada, après le Québec, avec une capacité de production estimée à 40 200 mégawatts (MW). Actuellement, la capacité du réseau électrique à haute tension de l'Ontario contrôlé par la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) est répartie ainsi :

Nucléaire : 13 089 MW (34 %)
Gaz/pétrole : 10 482 MW (28 %)
Hydro : 8 868 MW (23 %)
Éolien : 4 883 MW (13 %)
Biocombustible : 296 MW (< 1 %)
Solaire : 478 MW (1 %)

Les installations de production d'électricité de l'Ontario sont situées principalement dans les régions du sud de la province, mais on trouve des centrales hydroélectriques importantes dans l'est, sur la rivière des Outaouais, et dans le nord-est, dans le bassin de la rivière Moose.

Trois centrales nucléaires ayant une capacité combinée de 12 633 MW fournissent le gros de la production de base de l'Ontario. La centrale de Bruce, située sur la rive est du lac Huron, est la plus grande, avec huit réacteurs et une capacité d'environ 6 600 MW. Elle est une des plus grandes centrales nucléaires en exploitation dans le monde à l'heure actuelle.

En 2015, le gouvernement de l'Ontario a approuvé la remise en état de 10 réacteurs nucléaires, dont six à la centrale de Bruce et quatre à la centrale de Darlington. Ce programme de 26 milliards de dollars sur 15 ans est l'un des plus importants projets d'énergie non émettrice en Amérique du Nord.

L'Ontario compte plus de 200 centrales hydroélectriques ayant une capacité totale de production de 9 160 MW.

L'Ontario a la plus grande capacité électrique éolienne au Canada, qui a été mise en place entre 2005 et 2019.

Avec une capacité installée de 2 670 MW, l'Ontario représentait environ 97 % de la capacité solaire du Canada en 2019.

L'Ontario possède la plus grande centrale entièrement alimentée à la biomasse en Amérique du Nord. La centrale Atikokan, d'une capacité de 205 MW, a été convertie du charbon en 2014.

Ontario Power Generation (OPG) est la plus grande société de services publics dans le marché de l'électricité concurrentiel de l'Ontario, avec une capacité de plus de 18 600 MW.

Hydro One possède et exploite presque toute la capacité de transport de l'Ontario et compte quelque 30 000 km de lignes de transport.

Hydro One est aussi le plus grand distributeur d'électricité de la province; elle dessert près de 1,4 million de clients, essentiellement en régions rurales, qui comptent pour environ 26 % de la clientèle ontarienne. Il existe plus de 60 sociétés de distribution en activité en Ontario.

L'Ontario a des interconnexions avec le Manitoba, le Québec, le Michigan, le Minnesota et l'État de New York. La plus grande partie des importations d'électricité de la province provient du Québec, tandis qu'elle exporte principalement vers les États de New York et du Michigan.

Le secteur énergétique de l'Ontario, dont l'électricité, est assujéti à la réglementation de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

L'Ontario poursuit actuellement l'augmentation de la capacité de stockage d'énergie sur son réseau. Le stockage d'énergie permet de retirer et de réinjecter de l'électricité à volonté afin de mieux optimiser le flux d'électricité du système électrique. Actuellement, le réseau électrique ontarien fait du stockage par pompage et par des roues qui tournent par inertie (volants d'inertie).

Le stockage par pompage consiste à utiliser de l'électricité à l'extérieur des heures de pointe pour pomper de l'eau dans un réservoir et la relâcher lentement pour faire tourner une turbine et produire de l'électricité au besoin. L'air comprimé fonctionne de la même façon, et d'anciennes grottes de sel à Goderich, en Ontario, sont utilisées pour magasiner l'air comprimé. Présentement, ces grottes ont une capacité d'accumulation de 10+ MWh et une puissance de pointe de 1,75 MW.

Les volants d'inertie sont comme de grandes toupies qui peuvent emmagasiner de l'énergie cinétique pouvant être utilisée pour alimenter une turbine et produire de l'électricité. L'installation de volant d'inertie à Minto, en Ontario, peut fournir une flexibilité de 4MW au réseau, plus ou moins 2 MW.

Note

1. [Profils énergétiques des provinces et territoires - Ontario](#)



Vidéo: Discussion sur le réseau énergétique de l'Ontario

– *EmpowerYourselfNow.ca* –

La production d'énergie devient une question très importante en Ontario alors que le gouvernement poursuit une nouvelle expansion du réseau électrique dans le cadre de ses plans pour fournir l'électricité que les entreprises des secteurs agricole, minier et des batteries exigent pour être rentables. De nombreuses décisions sont prises qui affectent tous les citoyens de la province et sont préoccupantes. Il est donc important que tous puissent en discuter et être informés de ce qui se passe et décider de la direction qu'ils veulent et qui est dans leur intérêt.

Dans cette discussion, Laura Chesnik interroge Gord Gibbins, président de l'Alliance to Protect Prince Edward County (APPEC), Janet Wilson, présidente de Wind Concerns Ontario (WCO), et Margaret Benke, membre du conseil d'administration de WCO, sur leur expérience. Ils ont tous été actifs dans l'établissement d'organisations qui entreprennent de répondre aux préoccupations des citoyens concernant l'introduction généralisée de projets de parcs éoliens industriels financés par le gouvernement dans leurs communautés, dans le cadre de la *Loi sur l'énergie verte de l'Ontario*. Ils expliquent également comment leur expérience à ce sujet les ont menés à vouloir s'assurer que les citoyens sont informés et ont leur mot à dire sur l'orientation que prend l'Ontario en matière de production énergétique.



OTAN

L'OTAN essaie de se réinventer



Manifestation contre le sommet de l'OTAN à Madrid, le 26 juin 2022

Alors qu'elle se prépare pour son Sommet des chefs d'États et de gouvernements les 10 et 11 juillet à Vilnius, en Lituanie, l'OTAN a publié un nouveau concept stratégique adoptée lors du précédent

sommet à Madrid en 2022 et qui aborde ses priorités politiques. C'est au tour du Conseil de l'Atlantique, un « groupe d'experts » lié à l'OTAN basé à Washington, de publier deux documents détaillés sur ce qui doit se passer au sommet de Vilnius. Ces deux plus récents documents abordent les préoccupations et les insuffisances militaires dans la planification et le déclenchement par l'OTAN du conflit avec la Russie, en Ukraine.

L'auteur de l'un de ces documents est Franklin D. Kramer, membre de conseil d'administration du conseil. Intitulé « La dissuasion et la défense de l'OTAN : priorités militaires au sommet de Vilnius », l'article examine comment réinventer l'OTAN – sans doute en raison de l'échec imminent de la guerre par procuration avec l'Ukraine. L'auteur y parle de priorités militaires, de structure de commande, d'infrastructures, de chaînes d'approvisionnement, de production d'armes et de choses semblables, prenant en compte les leçons apprises dans la guerre de procuration en Ukraine, en préparation d'un conflit prolongé avec la Russie et d'une escalade du conflit et d'un de guerre avec la Chine.

L'autre document est intitulé « Définir le succès au sommet de l'OTAN à Vilnius : une introduction », de Charles Barry, professeur invité à l'Institut d'études stratégiques nationales à l'Université de la Défense nationale à Washington, et Christopher Skaluba, ancien premier directeur de la politique de l'Europe et de l'OTAN et premier directeur du développement stratégique et des forces armées au bureau du secrétaire de la Défense des États-Unis. Cet auteur est aussi préoccupé par la guerre de procuration en Ukraine et comment continuer de soutenir ce pays dans sa guerre avec la Russie, y compris élargir l'adhésion à l'OTAN et les armes nucléaires, établir la cible de 2 % du PIB pour la défense comme un « minimum et non comme un maximum » et « aller de l'avant concrètement pour répondre au défi systémique qu'est la Chine ».

Un éditorial de Hans Petter Midttun, ancien attaché à la Défense de la Norvège en Ukraine et officier (R) des Forces armées norvégiennes, publié dans le *Kyiv Post*, apporte des arguments semblables voulant que « l'OTAN doit se réinventer ou elle risque de devenir insignifiante ».

Pendant ce temps, les ministres de la Finance du G7 se sont réunis le 12 avril, les ministres du Climat, de l'Énergie et de l'Environnement se sont réunis le 16 avril et les ministres des Affaires étrangères le 18 avril. Leur grande préoccupation continue d'être comment préserver l'unité du G7 en dépit des désaccords sur à peu près tout. Bien que la ligne officielle dicte qu'il faut intensifier les sanctions contre la Russie, de récents développements et des initiatives diplomatiques de la part de plusieurs pays membres de l'OTAN favorisent une résolution pacifique du conflit ukrainien. Même des États comme le Brésil préconisent la fin de la « dominance occidentale ».



Conférence de deux jours des Directeurs nationaux des armements

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a ouvert une session de deux jours de la Conférence des directeurs nationaux des armements (CDNA) au siège de l'OTAN, les 26 et 27 avril, afin d'orchestrer une croissance rapide de la production d'armes et de munitions, de reconstituer rapidement les stocks des pays membres de l'OTAN et de soutenir la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN en Ukraine. La vice-secrétaire à la Défense des États-Unis, Kathleen Hicks, a déclaré à Bloomberg Press que les leçons tirées par les États-Unis et l'OTAN dans le conflit militaire en Ukraine préparent un conflit dirigé contre la Chine, la République populaire démocratique de Corée et d'autres pays d'Asie de l'Est. « Le conflit ukrainien nous a apporté de nombreux avantages en vue d'un éventuel défi dans le Pacifique, a-t-elle dit à Bloomberg dans une entrevue publiée le 26 avril. Nous apprenons maintenant à développer notre

base industrielle et à étudier cette base industrielle qui, au cours des 60 dernières années, a connu un cycle de prospérité-famine », a-t-elle ajouté. Plus précisément, Mme Hicks a indiqué que les États-Unis avaient utilisé à plusieurs reprises l'autorité présidentielle pour accélérer le transfert de stocks à l'Ukraine et qu'ils prévoyaient de faire de même avec Taïwan. « Nous réfléchissons actuellement à la manière d'utiliser ces pouvoirs pour accélérer la livraison de munitions à nos forces dans le Pacifique », a déclaré la secrétaire de la Défense, ajoutant que le Pentagone avait « une stratégie claire axée sur la Chine ».

Dans le même ordre d'idées, l'armée de l'air américaine transfère sa mission de ravitaillement en carburant de l'Allemagne à la Pologne dans un avenir prévisible. Cette décision vise à renforcer le flanc oriental de l'OTAN, selon l'armée de l'air. Dix-neuf unités de ravitaillement « basées aux États-Unis » devraient se rendre dans la ville de Powidz, dans le centre-ouest de la Pologne, et plusieurs opérations sont prévues pour soutenir les activités de l'OTAN. Depuis le début de la guerre, le Pentagone a augmenté le nombre de soldats américains en Europe, qui est passé d'environ 80 000 à plus de 100 000. Plus de 10 000 de ces forces se trouvent sur des bases polonaises, a déclaré l'ambassadeur des États-Unis en Pologne, Mark Brzezinski, dans le communiqué de l'armée de l'air.



Réunion du «Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine»

Le secrétaire de la Défense des États-Unis Lloyd Austin et le Chef d'état-major des armées Mark Milley ont présidé la réunion du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine dirigé par les États-Unis, réunion qui a eu lieu à Ramstein, en Allemagne, le 21 avril. Près de 50 pays y ont participé. Lloyd Austin a souligné le volume d'équipement militaire envoyé par le Groupe de contact à l'Ukraine jusqu'à ce jour : 1 550 chars blindés, 230 chars d'assaut, ainsi que de l'équipement et des munitions en appui à plus de 9 nouvelles brigades armées. Il a dit que les États-Unis avaient devancé la date de livraison de chars d'assaut M2 Abrams pour qu'ils arrivent à l'automne et que la formation au combat d'équipes ukrainiennes débiterait en Allemagne, possiblement à la mi-mai.

Mark Milley a dit que les États-Unis avaient investi plus de 35 milliards de dollars en assistance militaire, comprenant deux millions de munitions de chars d'assaut et d'artillerie, des dizaines de milliers d'armes anti-char, des systèmes de défense antiaérienne (des systèmes de missiles Patriot) ainsi que la formation au combat de milliers de soldats ukrainiens. Selon les rapports, le Groupe de contact pour la défense omet de mentionner que les chars d'assaut Leopard expédiés en Ukraine sont un cauchemar logistique puisque chaque pays qui envoie des chars d'assaut a son propre système de tir et ses exigences spécifiques en termes de l'entretien et de la fabrication d'obus. Répondant aux questions des médias à savoir si des avions de combat F-16 seront envoyés en Ukraine, les deux représentants américains ont dit que, bien qu'il pourrait y avoir une décision en ce sens dans le futur, ce n'était pas à l'ordre du jour pour l'instant. Ils ont dit que « pour transformer l'aviation de l'Ukraine pour qu'elles soient à la hauteur de l'aviation russe » il faudrait « un niveau d'efforts importants de la part de



plusieurs pays ». Dans l'immédiat, ont-ils dit, il faut se concentrer sur la défense aérienne.

Le 20 avril, des représentants israéliens et ukrainiens ont dit au réseau médiatique américain Axios que l'armée israélienne compte faire l'essai de son système d'alerte précoce dans la capitale ukrainienne de Kiev le mois prochain et le rendre opérationnel pour l'armée ukrainienne avant l'été.

Le *Kiev Independent* parle des possibilités d'une contre-offensive ukrainienne et, bien qu'il reflète la confiance que l'Ukraine puisse reprendre certains territoires actuellement contrôlés par la Russie, il dit que la logistique d'une offensive efficace est au-delà des capacités de l'Ukraine.

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a dit que deux points seront à l'ordre du jour de la réunion du sommet de l'OTAN à Vilnius, en Lituanie, au mois de juillet : 1) réaffirmer l'appui de l'OTAN à l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire et 2) qu'il s'attend à ce que « les alliés de l'OTAN adoptent un programme pluriannuel afin de permettre à l'Ukraine de transitionner de l'équipement, des standards et des doctrines de l'époque soviétique vers les standards et doctrines de l'OTAN, et d'assurer une opérabilité intégrale entre les forces ukrainiennes et les forces de l'OTAN ».

À l'issue de la réunion, la ministre canadienne de la Défense, Anita Anand, a annoncé que le Canada fournissait « des nouvelles mesures d'aide militaire pour l'Ukraine ». Elle a annoncé une allocation de 34,6 millions de dollars au fonds d'affectation spéciale de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour l'ensemble complet des mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine (CAP). Elle a appelé cela un « don », ce qui donne l'impression qu'il s'agit d'une action caritative. Elle a précisé que ce « don » « favorisera la mise en œuvre du projet de combustibles du CAP-OTAN, qui permettra de fournir à l'Ukraine 3,3 millions de litres de carburant dont elle a grand besoin ; favorisera la mise en œuvre du projet de pont ruban amélioré du CAP-OTAN, qui fournira à l'Ukraine des ponts flottants modulaires pour permettre le franchissement de coupures humides ; et permettra d'offrir une première contribution au projet de trousse de premiers secours médicaux du CAP-OTAN ». Il s'agit d'une « aide non létale » qui donne l'impression d'être de nature humanitaire et qui détourne l'attention de l'objectif essentiel, à savoir la poursuite de la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN en Ukraine, qui est à l'origine de la crise humanitaire dans ce pays.

Anita Anand a également annoncé l'octroi d'environ 2,5 millions de dollars pour l'achat de 40 fusils pour tireur d'élite de calibre .50 assortis de munitions auprès de PGW Defence Technologies Inc. Le gouvernement canadien envoie des fusils de précision PGW à l'Ukraine depuis au moins 2018 dans le cadre du renforcement des troupes canadiennes aux frontières de la Russie et de la formation de l'armée ukrainienne pour réprimer la dissidence de son propre peuple dans le Donbass et dans d'autres régions face au gouvernement putschiste soutenu par les néo-nazis. En 2018, lorsque CBC a demandé au propriétaire de PGW s'il craignait que la vente d'armes à l'Ukraine n'entraîne une escalade du conflit dans ce pays, il a répondu : « Cela peut sembler insensé, mais [je ne suis] pas particulièrement [inquiet]. Depuis la nuit des temps, l'humanité s'est engagée dans la guerre, et pour cela, il faut notamment s'équiper correctement. » En plus de contribuer à l'escalade du conflit, ces remarques confirment la fraude selon laquelle ces livraisons d'armes sont destinées à la défense et sont censées répondre à l'agression russe, plutôt qu'à l'agression déclenchée par l'OTAN en Europe de l'Est. La CBC avait alors rapporté que le fusil de précision de calibre .50 était le premier résultat de la décision du gouvernement Trudeau de commencer à exporter des armes légères vers l'Ukraine.

Anita Anand a également profité de l'occasion pour souligner l'annonce faite par le Canada le 11 avril selon laquelle le Canada fera don de plus de 21 000 armes légères aux forces armées ukrainiennes, y compris des fusils d'assaut, des mitrailleuses et plus de 2,4 millions de munitions pour armes légères, provenant de Colt Canada et évaluées à environ 59 millions de dollars[1].

Dans un communiqué de presse, Anita Anand a de nouveau répandu la désinformation selon laquelle « les dons et le soutien » annoncés par le Canada continueront « de fournir à l'Ukraine le soutien dont elle a besoin pour défendre sa souveraineté, sa liberté et son indépendance ». En fait, l'instigation du conflit par le Canada, de son propre chef et au sein de l'OTAN, et son implication dans une guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN « jusqu'au dernier Ukrainien », violent le droit international et constituent un crime contre la paix et l'humanité. Les peuples d'Europe luttent également contre l'anarchie et la violence imposées par la guerre à leurs propres pays. Le soutien du Canada aux néo-nazis qui ont servi à mener le coup d'État de Maïdan en Ukraine en 2014 et à commettre des crimes odieux contre la population russophone du Donbass est déjà de notoriété publique et sera universellement condamné en temps voulu. Tenter d'arracher la victoire au lieu d'une défaite est une tâche que le Canada ne réussira pas parce que la cause est injuste et qu'elle continuera d'être condamnée non seulement par l'opinion publique mondiale, mais aussi par tous ceux dont la vie a été sacrifiée sur l'autel des tentatives d'écraser la Russie. Alors que les gangsters des États-Unis et de l'OTAN et leurs représentants au sein du gouvernement canadien lui-même exercent une pression accrue sur le Canada pour qu'il envoie plus d'argent et d'armes et qu'il consacre plus de ressources à la poursuite de la guerre, l'idée que l'enjeu est de savoir s'il faut envoyer plus ou moins de matériel de guerre pour combattre l'agression russe fait partie intégrante de la tentative officielle de désinformation des Canadiens afin qu'ils ne puissent pas s'orienter et s'opposer au rôle infâme que joue le Canada.

Note

1. Colt Canada (anciennement Diemaco), situé à Kitchener, en Ontario, est la division canadienne du fabricant d'armes à feu américain Colt. En mai 2021, Colt Defence a été rachetée par un holding tchèque, le Ceská zbrojovka Group, et a pris le nom de Colt CZ Group. Les principaux produits de la société canadienne sont le fusil C7 et ses dérivés, fabriqués sous licence par Colt Defense USA, et le lance-grenades LV de 40 mm à chargement latéral EAGLE. Colt Canada se décrit comme le « Centre d'excellence pour les armes légères » du gouvernement canadien et l'unique fournisseur des Forces canadiennes pour la famille de fusils C7, malgré sa propriété américaine et sa non-affiliation au gouvernement canadien. Colt fabrique le AR-15, une version semi-automatique du M16 vendu aux États-Unis.



25e anniversaire de l'Accord du Vendredi saint

Le gouvernement britannique tente d'empêcher le peuple irlandais d'exercer sa souveraineté

– *Workers' Weekly* –

Cette année est le 25e anniversaire de l'Accord du Vendredi saint conclu le 10 avril 1998. Le 25e anniversaire de la signature est largement salué comme un tournant dans la politique irlandaise. Le Sinn Féin et les forces patriotiques irlandaises sont déterminés à ce que la situation actuelle débouche sur l'exercice de la souveraineté par le peuple irlandais dans une Irlande unie, alors que les Britanniques continuent de considérer le nord de l'Irlande comme leur possession, de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Irlande et à encourager tout ce qui bloque l'exercice de la souveraineté irlandaise.

L'Accord du Vendredi saint prévoyait la création de l'Assemblée d'Irlande du Nord et de son exécutif. Il prévoyait également la création d'un Conseil Nord-Sud pour l'Irlande, un conseil similaire pour Londres-Dublin, la réduction de la présence militaire britannique, le désarmement de l'IRA et la libération des prisonniers paramilitaires. Il est entré en vigueur le 2 décembre 1999.



Cet accord fait suite à la déclaration historique de Downing Street de 1993, à un moment où la Grande-Bretagne était contrainte de modifier sa politique envers l'Irlande du Nord à la suite d'événements survenus à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La déclaration de Downing Street reflétait la nécessité pour la Grande-Bretagne d'être perçue comme une force de paix afin de gagner en crédibilité en tant qu'artisan de la paix à l'étranger, en particulier au Moyen-Orient. La déclaration a été signée par John Major au nom du gouvernement britannique et par Albert Reynolds au nom du gouvernement irlandais. Elle est le fruit de la lutte du peuple pour débarrasser le nord de l'armée britannique et, en fin de compte, pour mettre fin à la prétention de la Grande-Bretagne de posséder une quelconque partie de l'île d'Irlande, et pour mettre fin non seulement à son appareil de répression et de prise de décision, mais aussi à son appareil de violation de la prise de décision du peuple d'Irlande, que ce soit dans le nord ou dans les 26 comtés qui constituent actuellement la République d'Irlande.



Manifestation du Sinn Féin contre la visite de la Reine en Irlande du Nord en 1977

Aujourd'hui, la lutte historique du peuple irlandais a apporté au Sinn Féin un soutien écrasant pour former le gouvernement du nord de l'Irlande, mais la Grande-Bretagne et les forces politiques dont elle dispose dans le nord ne lèveront pas leur veto sur les nouveaux accords. L'étape cruciale, que ce soit dans le contexte d'une Irlande unie ou dans celui des 26 et 6 comtés encore existants, est que la Grande-Bretagne mette fin à sa prétendue juridiction sur toute partie de l'Irlande. Le peuple irlandais s'efforce d'y parvenir en continuant de développer des formes et des processus politiques qui cimentent son unité dans l'action et concrétisent son droit à l'autodétermination sans ingérence étrangère dans ses affaires intérieures.

Les peuples d'Irlande, d'Angleterre, d'Écosse et du Pays de Galles s'opposent à l'utilisation abusive du « processus de paix » pour exploiter le peuple irlandais par d'autres moyens et l'impliquer dans les efforts des impérialistes britanniques et américains en vue de l'hégémonie mondiale, comme en témoigne l'invitation faite par le premier ministre britannique Rishi Sunak au président des États-Unis Joe Biden pour célébrer à Belfast l'anniversaire de l'Accord du Vendredi saint. Rejetant la lutte du peuple irlandais pour la liberté, Joe Biden attribue aux États-Unis le mérite d'avoir apporté la paix à l'Irlande. De son côté, Rishi Sunak veut à tout prix revendiquer une victoire dans l'accord

qu'il a négocié avec l'Union européenne. Selon lui, il s'agit d'une « percée décisive » qui met fin à la crise provoquée par le différend sur le « protocole sur l'Irlande du Nord » après l'expiration du traité de Lisbonne. Il a affirmé que les changements permettraient au Royaume-Uni de « reprendre le contrôle » en assurant « la stabilité en Irlande du Nord ». Il a déclaré : « Il s'agit de montrer que notre union, qui dure depuis des siècles, peut perdurer et perdurera. »



La Grande-Bretagne devrait cesser de s'immiscer dans les affaires du peuple irlandais. C'est à lui, et à personne d'autre, qu'il appartient de décider de la marche à suivre. Les forces progressistes en Irlande exigent comme principe qu'il n'y ait aucune ingérence du gouvernement britannique ou de l'administration américaine dans les affaires intérieures de l'Irlande.

Ce principe a été inscrit dans la déclaration de Downing Street qui a guidé l'accord du Vendredi saint. Cette déclaration stipulait ce qui suit : « Le gouvernement britannique convient qu'il appartient au seul peuple de l'île d'Irlande, par accord entre les deux parties respectivement, d'exercer son droit à l'autodétermination sur la base du consentement, librement et concurremment donné, au Nord et au Sud, pour aboutir à une Irlande unie, si tel est son souhait. » Malgré cela, Rishi Sunak parle d'« une union qui dure depuis des siècles et qui perdurera », et l'Assemblée d'Irlande du Nord, mise en place par l'Accord du Vendredi Saint, est entachée depuis le début par le diktat britannique, en particulier la division en « deux communautés ».

C'est l'obstination du gouvernement britannique à vouloir que les six comtés du Nord continuent à faire partie du Royaume-Uni qui est à l'origine du dysfonctionnement de l'Assemblée d'Irlande du Nord. Le gouvernement britannique n'a pas le droit de s'ingérer dans le fonctionnement de l'Assemblée d'Irlande du Nord. Il s'agit là d'un principe fondamental. Le peuple irlandais s'efforce de trouver une voie qui lui soit favorable, tant au nord qu'au sud. De même, les opinions de l'ensemble du peuple irlandais qui habite l'île d'Irlande sont cruciales pour une solution permanente de la question de la réunification de l'Irlande.

L'héroïsme du peuple irlandais, qui a résisté à la domination de son pays par la puissance armée de l'empire britannique, est légendaire. Depuis la déclaration de Downing Street en 1993, et en particulier depuis la fin volontaire de la lutte armée en 1998, le peuple irlandais lui-même est impliqué dans la prise de décision et c'est à lui de décider de son avenir. La classe ouvrière anglaise a le devoir d'empêcher le gouvernement britannique de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Irlande et de s'opposer à toutes ses tentatives de fixer l'ordre du jour.

Comme elle l'a fait pendant les années de lutte en Irlande pour la liberté irlandaise contre l'occupation, l'impunité et la cruauté britanniques, la classe ouvrière d'Angleterre, d'Écosse et du Pays de Galles se tient aujourd'hui aux côtés du peuple irlandais en tant que créateurs de l'histoire. Leur cause commune est de s'opposer et de bloquer l'usurpation de leur pouvoir de décision par le capital financier international et les intérêts privés étroits qui opèrent en tant que cartels et coalitions d'oligopoles, ce qui inclut la configuration États-Unis/OTAN.

C'est tout à leur honneur que les députés du Sinn Féin élus au Parlement de Westminster ont toujours refusé de siéger, parce qu'ils refusent de prêter allégeance au monarque anglais. Cela montre que la réunification pacifique de l'Irlande est à l'ordre du jour sur la base d'une nouvelle édification de la nation irlandaise. Le patriotisme, l'internationalisme, la créativité, l'initiative et le courage défiant la mort avec lesquels le peuple irlandais a affronté la cruauté de la monarchie britannique qui a envahi et occupé l'Irlande dans le passé et de l'impérialisme britannique au XXe

siècle sont en effet légendaires. Il le prouve une fois de plus en s'efforçant d'engager tous les Irlandais, dans leur pays et à l'étranger, dans un projet d'édification nationale qui leur soit favorable et permette l'émergence d'une personnalité démocratique moderne sous la forme d'un État irlandais uni qui défend les droits de tous sans exception.

(Traduction: LML)



Cuba

Un fort vote de confiance du peuple cubain envers sa Révolution

– Margaret Villamizar –



Par sa participation et les résultats obtenus aux élections parlementaires du 26 mars, le peuple cubain a exprimé un fort appui à la Révolution, à ses dirigeants et à la démocratie dans son pays. Défiant la campagne de salissage menée par les États-Unis contre le pouvoir populaire exhortant les Cubains à s'abstenir de voter, 76 % des électeurs inscrits au pays ont participé au vote et ont élu les 470 députés qui auront un siège à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire pour les cinq prochaines années.

Au total, 90,3 % des votes étaient valides, 6,2 % ont été des bulletins de vote en blanc et 3,5 % ont été annulés. Chacun des députés nouvellement élus ou réélus a obtenu plus de 61 % des votes valides de son district électoral, en sorte qu'il n'a pas été nécessaire de passer à un second tour ou de chercher de nouveaux candidats – une déclaration en soi. Le premier secrétaire du Parti communiste de Cuba, Miguel Diaz-Canel, le vice-président, Salvador Valdes, et le premier ministre, Manuel Marrero, et l'ancien président du pays et dirigeant historique de la Révolution, Raul Castro, étaient parmi les députés élus ou réélus avec plusieurs autres dirigeants respectés et des personnalités connues ainsi que des travailleurs de différents secteurs de l'économie et des étudiants.

Le pourcentage de femmes ayant un siège au nouveau parlement est de 55,3 %, le taux plus élevé après le Rwanda. L'âge moyen des députés est de 46 ans, et 20 % d'entre eux ont 35 ans ou moins. Quarante-cinq pour cent sont de descendance africaine et 64 % sont de nouveaux députés.

Le vote à Cuba est volontaire et les citoyens âgés de 16 ans et plus qui ont résidé à Cuba au cours des deux dernières années peuvent voter. Le jour de l'élection, les électeurs ont pu voter dans l'un

des 23 648 bureaux de vote répartis sur l'île, dont 250 bureaux spéciaux installés dans des hôpitaux, des hôtels, des terrains de camping et d'autres lieux où un besoin a été identifié.

Les électeurs ont reçu un bulletin de vote contenant les noms des candidats désignés dans leur municipalité ou leur circonscription électorale. Par exemple, à Villa Clara, il y avait huit candidats, dont le président Miguel Diaz-Canel. Les candidats ont tous participé à un rigoureux processus à plusieurs étapes de

sélection des candidats, en vertu duquel c'est le peuple lui-même, les organisations de masse dont 90 % des Cubains sont membres, ainsi que les délégués élus aux 169 Assemblées municipales du pays – et non le Parti communiste de Cuba ou un parti politique – qui ont désigné et approuvé les candidatures. Lors des élections législatives à Cuba, les citoyens ont la possibilité de voter pour tous les candidats inscrits sur leur bulletin de vote, pour certains d'entre eux, pour un seul ou pour aucun. Dans cette élection, 72,1 % des électeurs ont voté pour tous les candidats sur leur bulletin de vote alors que 27,9 % ont voté pour seulement certains des candidats.



Le président Miguel Diaz-Canel à un bureau de scrutin à Villa Clara. Il était un des huit candidats dans la ville.



Raoul Castro dépose son bulletin de vote.

recommandé que tous les candidats, qu'ils soient plus ou moins connus du peuple, soient sur un pied d'égalité, étant donné qu'ils ont tous d'énormes mérites, même si certains sont moins connus que d'autres. Plutôt que de choisir entre plusieurs candidats pour n'en élire qu'un seul, le système cubain vise à faire élire tous ceux qui ont été confirmés par le processus de nomination en plusieurs étapes, afin que tout le monde soit représenté, a-t-il dit.

Il s'agit d'une stratégie révolutionnaire, a-t-il ajouté, mais pas d'une imposition. Ceux qui comprennent la raison du vote uni votent pour tous les candidats de la liste; ceux qui ne la comprennent pas votent de manière sélective. L'important, a-t-il souligné, est de permettre à tous les candidats d'être élus afin que personne ne soit diminué ou désavantagé parce qu'il est plus ou moins connu.

Dans un contexte où l'agression américaine visant à inciter le peuple cubain à agir contre leur révolution et contre ses dirigeants est plus forte que jamais, la participation et les résultats de l'élection expriment un vote de confiance envers la Révolution et ses dirigeants et une nette répudiation des efforts d'éléments contre-révolutionnaires et leurs alliés américains pour convaincre les Cubains de ne pas exercer leur droit de vote.

La pression pour que les gens s'abstiennent a pris différentes formes. L'une d'elle était de présenter sans relâche les conséquences du blocus américain suffocant et la campagne de « pression maximale » sur Cuba – c'est-à-dire, sur le peuple cubain – comme étant la faute du gouvernement cubain. Elle a aussi pris la forme de la propagation de fausses rumeurs visant à promouvoir l'abstentionnisme. On prétendait, par exemple, que les personnes ayant voté à l'élection ne pourraient pas faire la demande aux États-Unis en vertu d'un programme de « probation



humanitaire » offert aux Cubains qui autrement ne pourraient pas demander d'être admis aux États-Unis de manière temporaire pour des « raisons d'urgence humanitaire ». Le jour des élections, les « influenceurs » contrerévolutionnaires ont pris d'assaut les médias sociaux pour propager des mensonges comme quoi les Cubains boudaient massivement les bureaux de scrutin, alors que seulement deux heures après l'ouverture des bureaux de scrutin, près de 1,5 millions de Cubains, représentant 18 % de toute la liste électorale, avaient déjà voté.

Les États-Unis créent aussi des problèmes en encourageant l'émigration irrégulière et souvent dangereuse de Cubains, allant même jusqu'à offrir asile à une personne qui a pris le contrôle d'un avion à Cuba et s'est envolé vers les États-Unis, en violation d'ententes formelles entre les deux pays ainsi que du droit cubain, du droit international et des réglementation aéronautiques civiles.



Lorsque les résultats préliminaires ont été annoncés le matin du 27 mars par le Conseil électoral national, le président Díaz-Canel les a salués en disant que, malgré les mesures draconiennes prises par les États-Unis, « Cuba a gagné ! ». Il a aussi dit qu'il n'y avait qu'une façon d'agir suite au vote, qu'il a appelé extraordinaire dans les conditions nationales et mondiales actuelles : mettre en oeuvre nos engagements envers le peuple.

Le président de Cuba réélu, Miguel Díaz-Canel, à l'ouverture de la session du nouveau parlement

Le 19 avril, une des dates les plus significatives de l'histoire de Cuba révolutionnaire qui souligne la défaite en 1961 de l'invasion américaine à la Baie de Cochons la 10e session de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire a été convoquée. Comme premier geste après avoir prêté serment, les députés ont élu le président, le vice-président et le secrétaire de l'Assemblée nationale et les autres membres de son Conseil d'État, ainsi que le président et le vice-président de la république, au sein de leurs propres rangs.



Pour établir les candidatures à ces postes de direction, les membres de la Commission nationale des candidatures ont rencontré personnellement les députés élus dans tout le pays le 26 mars et ont reçu leurs propositions écrites de candidats. Après examen de toutes les propositions, la Commission a présenté aux députés, le 19 avril, les noms et les biographies des candidats qu'elle recommandait pour les postes à pourvoir. Les candidatures ont toutes été approuvées à main levée, après quoi les députés ont voté à bulletin secret en acceptant ou en rejetant chaque candidat ou en s'abstenant de voter. Par ce processus, Esteban Lazo a été réélu président de l'Assemblée nationale et du Conseil d'État et Ana Mari Machado vice-présidente.

Le même processus a conduit à l'approbation et à l'élection des candidats à la présidence et à la vice-présidence de la République, un certain nombre de députés ayant pris la parole avant le vote pour expliquer pourquoi les candidats méritaient d'être élus. Le processus a abouti à la réélection de Miguel Díaz-Canel à la présidence avec un vote de confiance écrasant de 97,66 %, et de Salvador Valdés à la vice-présidence avec un vote de 93,4 %. Enfin, sur recommandation du président Díaz-Canel, les députés ont nommé le premier ministre (Manuel Marrero), les vice-premiers ministres, le secrétaire et les autres membres du Conseil des ministres.

Félicitations au peuple cubain pour sa victoire décisive en accordant un fort vote de confiance envers sa Révolution et envers ses dirigeants révolutionnaires et les processus démocratiques qu'il s'est donné pour défendre et continuer de parfaire son pouvoir populaire.

(Prensa Latina, Granma. Photos: Presidencia Cuba, ACN, Cubadebate, Venceremos)



Une discussion animée sur les élections à Cuba

Le 17 mars en soirée, l'ambassadeur de Cuba au Canada, Son Excellence Hector Igarza Cabrera, a parlé aux amis de Cuba de la région d'Ottawa-Gatineau sur les élections qui vont bientôt avoir lieu à Cuba.

L'ambassadeur a expliqué que l'élection des députés à l'Assemblée nationale a lieu à tous les cinq ans dans le cadre du processus démocratique cubain. Le Parti communiste de Cuba ne nomme pas

de candidats; ce rôle appartient aux électeurs et à différents collectifs du peuple de sorte que tous les secteurs de l'économie et de la société soient représentés. Cela comprend notamment la Centrale des travailleurs de Cuba, la Fédération des femmes cubaines et les organisations de la jeunesse, des travailleurs agricoles et d'autres. Le nombre de femmes déléguées à l'Assemblée nationale est de 55,3 %, ce qui place Cuba au deuxième rang derrière le Rwanda en termes du nombre de femmes au pouvoir.



L'ambassadeur a souligné que cette année les élections se déroulent dans le contexte d'une situation économique des plus difficiles, avec des pénuries d'aliments, de médicaments et d'électricité. En outre, les États-Unis soutiennent une campagne d'ingérence absolue dans le processus électoral cubain par les médias sociaux, appelant les Cubains à ne pas voter ou à gaspiller leur vote. Ensemble, ces facteurs pourraient contribuer à réduire le nombre de votes dans une certaine mesure, a dit l'ambassadeur. En même temps, la participation du peuple cubain dans le processus politique est extraordinairement vivante et étendue, a-t-il précisé. Même les enfants sont mobilisés pour surveiller les boîtes de scrutin et veiller à ce que tout le processus est conforme aux exigences de la loi électorale. La participation des gens de tous les horizons qui nomment les candidats, votent pour eux et les surveillent après l'élection explique la confiance du peuple dans son gouvernement.



L'ambassadeur a expliqué que, contrairement aux élections aux États-Unis, par exemple, les candidats à Cuba ne font pas de campagnes électorales. Plutôt que de mener des campagnes de publicité où les candidats rivalisent en mensonges et en fausses promesses, à Cuba, les candidats remplissent tout simplement un curriculum vitae d'une page. À la question, quelle qualité les Cubains cherchent-ils dans le choix d'un candidat, l'ambassadeur a immédiatement répondu que c'est la capacité à servir la communauté. C'est cela le critère.

L'ambassadeur Igarza a souligné que le plus gros obstacle en ce moment pour ce qui est de répondre aux besoins de base du peuple cubain, c'est le blocus. Il a expliqué que la minute qu'un produit sur le marché contient 10 % de composantes américaines, il ne peut pas être vendu à Cuba. Il a parlé d'un contrat d'une valeur de 4,7 millions de dollars avec une compagnie pharmaceutique au Canada pour l'achat d'antibiotiques et de produits pour le traitement du cancer. La compagnie a été achetée par des intérêts américains, ce qui a mis un terme au contrat. L'importation de pétrole est aussi sanctionnée, ce qui entraîne des pannes et des problèmes de transport. Un aspect positif dans les relations avec le Canada, a souligné l'ambassadeur, est que 52 % des touristes à Cuba sont des Canadiens. Aussi, en raison de *la Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères*, les entreprises canadiennes peuvent contourner les restrictions imposées par les États-Unis sur le commerce avec Cuba.

À la fin de la réunion, un appel a été lancé à saisir l'occasion de la visite à Ottawa du président américain Joe Biden le 23 mars pour dénoncer le blocus contre Cuba et exiger qu'il soit levé. Joe Biden allait sans doute se présenter comme un grand défenseur des droits humains, alors que le blocus est une attaque ouverte contre les droits humains du peuple cubain et rend la vie extrêmement difficile pour les gens ordinaires. Ces sanctions sont aggravées par le fait que les États-Unis ont ajouté Cuba à une liste arbitraire d'États qui soutiendraient prétendument le terrorisme, ce qui rend encore plus difficiles les transactions d'affaires et commerciales avec d'autres nations, privant ainsi le peuple cubain des produits de première nécessité pour sa santé et son bien-être.

En violation totale du droit des peuples à l'autodétermination et de l'état de droit international, et en s'ingérant ouvertement dans la vie du peuple cubain, les États-Unis continuent d'essayer d'attiser le mécontentement. Cela est fait dans le but avoué de faire souffrir le peuple cubain dans l'espoir que cela mène à un changement de régime. Il s'agit d'une politique vouée à l'échec qui, depuis 60 ans, n'a pas réussi à inciter le peuple cubain à se soulever contre la révolution qui est la garantie même de sa souveraineté.



Quelques caractéristiques du système électoral cubain

Un des principaux traits distinctifs du système électoral cubain est le processus de sélection des candidats et l'importance qu'on y attache. Les candidats ne sont pas choisis par un parti politique, comme c'est le cas dans un grand nombre de pays qui prétendent être démocratiques, mais qui, à toutes fins pratiques, ont éliminé le moindre rôle réservé au peuple. Dans ces pays, les gens sont appelés à voter pour des candidats qu'ils n'ont pas sélectionnés et pourront peut-être participer à la distribution de matériel de campagne préparé par une firme de marketing pour « vendre » le candidat d'un des partis à des électeurs microciblés.

La sélection des candidats

À Cuba, les candidats sont sélectionnés en vertu d'un processus rigoureux et inclusif au niveau de la communauté. Des pré-candidats sont également proposés par leurs pairs lors des sessions plénières des organisations de masse et étudiantes, dont 90 % des Cubains sont membres : la Fédération des travailleurs cubains, la Fédération des femmes cubaines, les Fédérations des étudiants universitaires et des étudiants de niveau secondaire, l'Association nationale de petits agriculteurs et les Comités de quartiers à la défense de la révolution. Les membres de ces organisations ne sont pas obligés de proposer uniquement des personnes de leur organisation.



Les propositions reçues (lors de cette élection, elles étaient de plus de 19 000) sont ensuite communiquées aux commissions de mise en candidature, composées de représentants des organisations ci-haut mentionnées et dirigées par la Fédération des travailleurs cubains. Les commissions dans chaque municipalité analysent les biographies des candidats proposés et préparent leurs propres propositions sur la base des noms reçus et après les avoir examinées et en avoir délibéré, se retrouvent avec un nombre réduit de pré-candidats (un peu plus de 4 100 pour cette élection). Enfin, une liste de pré-candidats correspondant au nombre de députés à

élire dans chaque circonscription électorale est présentée aux délégués de chacune des 169 assemblées municipales du pouvoir populaire pour examen et approbation (ou rejet) par un vote pour chacun des pré-candidats. De nouveaux pré-candidats sont proposés par les commissions pour remplacer ceux qui ne passent pas. À l'échelle nationale, quelque 12 000 délégués municipaux, tous récemment élus, confirment la nomination de 470 personnes pour occuper autant de sièges à l'Assemblée nationale. La loi électorale adoptée en 2019 prévoit un député par tranche de 30 000 habitants ou fraction supérieure à 15 000. Les personnes nommées sont censées, en tant que groupe, refléter le plus fidèlement possible la diversité actuelle de la société cubaine. Les électeurs ont la possibilité de voter pour tous les candidats inscrits sur le bulletin de vote de leur circonscription, pour certains d'entre eux ou pour un seul. Pour être élus, les candidats doivent obtenir plus de 50 % des voix exprimées par leurs électeurs lors d'un scrutin secret.

Expliquant comment se passe la sélection des candidats à Cuba, Consuelo Baeza Martin, présidente de la Commission nationale des candidatures, a dit que le fait que les commissions de candidatures sont composées d'organisations de masse qui font partie de la société civile cubaine vient renforcer une exigence fondamentale du système politique cubain : c'est le peuple qui propose et nomme librement et démocratiquement ses candidats plutôt que d'être la prérogative d'un parti politique.

Cela fait en sorte que les candidats sont des gens ordinaires ayant fait preuve de qualités, de compétences et d'une éthique qui font d'eux des personnes prêtes à assumer les responsabilités de la fonction de député dans l'instance législative la plus élevée du pays. Ce processus évite de favoriser des gens mieux nantis économiquement ou qui sont liés à des intérêts privés qui agissent par l'intermédiaire de partis politiques et de gouvernements qu'ils forment dans des pays comme les États-Unis et le Canada, qui passent leur temps à critiquer le présumé manque de démocratie à Cuba.

Lors d'une des réunions avec des personnes de différents secteurs sociaux, appelée par les huit candidats à la députation pour la municipalité de Santa Clara, dont il faisait partie, le président Miguel Díaz-Canel a répondu aux allégations des détracteurs de Cuba, en affirmant qu'à Cuba, les députés sont soumis six fois à des processus de décision populaire. « Cela se passe-t-il aux États-Unis ou dans n'importe quel autre pays qui veut nous imposer sa démocratie ? », a-t-il demandé.

Pas de campagnes, de promesses électorales ni de possibilité d'acheter des votes

Un autre trait distinctif du système cubain est qu'il n'y a pas de campagnes menées pour ou contre un candidat, ou de « promesses électorales » des candidats. Les autorités électorales doivent aussi veiller à ce qu'aucun bien ou ressource appartenant aux candidats, à leur famille proche ou à d'autres, qui pourrait compromettre leur impartialité ou donner lieu à des mésententes ou des conflits au sein des électeurs, n'est utilisé pendant les élections.

Les dispositions pour un vote informé



Après avoir été confirmés, les huit candidats de Villa Clara discutent avec des représentants locaux d'organisations de masse, le 6 février 2023.

Pour que les électeurs puissent voter d'une manière informée, ils reçoivent, bien avant le jour des élections, les informations suivantes accompagnées d'une photographie du candidat : son nom, sa date de naissance, son sexe, son statut marital, son niveau d'études ou d'éducation postsecondaire, ses compétences dans une profession ou un métier, son occupation actuelle, son lieu de domicile, les organisations dont il est membre, et une brève description de ses qualités personnelles et de sa

capacité de démontrer en quoi il ou elle a les compétences voulues pour assumer les responsabilités de député. L'information est affichée de façon permanente dans les endroits publics ainsi qu'en ligne. Les candidats eux-mêmes rencontrent les travailleurs de différents secteurs, les étudiants et les autres membres de leurs circonscriptions, entendent leurs préoccupations et leurs attentes et discutent avec eux, mais pas en compétition les uns avec les autres pour les votes.

Une fois élus, les députés ne sont pas payés pour assumer leurs responsabilités, mais continuent de recevoir le salaire qu'ils ont normalement dans leur travail. Pour assumer leurs responsabilités, ils sont tenus de maintenir des liens serrés avec les citoyens, d'écouter leurs opinions, suggestions et préoccupations ainsi que de parfaire leurs connaissances dans divers domaines, d'être toujours bien informés des événements nationaux et internationaux et, surtout, de rendre des comptes périodiquement à leurs concitoyens. La même démarche est suivie par les personnes dans les plus hauts postes de direction, y compris le président, le vice-président et le premier ministre de la République. En vertu de la loi électorale cubaine, tous peuvent être révoqués avant la fin de leur mandat si les circonstances le justifient.

Les députés élisent les dirigeants de l'Assemblée nationale et de la République parmi leurs pairs

Un processus aussi rigoureux que la sélection de candidats au poste de député est prévu pour la nomination de candidats à la direction de l'Assemblée nationale et de la République – tous devant être élus par leurs pairs. Dans cette élection, du 3 au 9 avril, les membres de la Commission nationale des candidatures ont voyagé dans chaque coin de Cuba pour consulter les députés élus le 26 mars dans le but d'obtenir leurs propositions écrites de nomination de députés appelés à occuper la présidence et les autres postes de direction à l'Assemblée nationale, au Conseil d'État composé de 21 membres et pour la présidence et la vice-présidence de Cuba. Pour être élu à l'un de ces postes, les députés doivent obtenir plus de 50 % des voix de leurs pairs lors d'un vote à bulletin secret.

(Cubadebate. Photos : Cubadebate, Presidencia Cuba)



Des Canadiens cubains envoient neuf conteneurs d'aide médicale à Cuba

L'Association de résidents cubains Juan Gualberto Gomez de Toronto vient d'expédier son neuvième conteneur rempli de fournitures médicales à Cuba. Dans un message vidéo tourné le 10 avril, aussitôt que les bénévoles ont terminé de charger le conteneur des fournitures recueillies, le président de l'association, Julio Fonseca, a expliqué que l'envoi était leur contribution au « Tsunami mondial contre le blocus », une campagne lancée plus tôt cette semaine par la plateforme « Europe pour Cuba ».



Le « Tsunami » vise à mobiliser des groupes, des personnalités et des individus pour qu'ils participent à une vague d'actions allant d'un pays à l'autre et d'un continent à l'autre contre le blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba, et les appelle à organiser différentes formes d'action pendant les mois d'avril et mai. Deux autres organisations de Toronto – Not Just Tourists et l'Association d'amitié Canada-Cuba –

ont collaboré avec l'Association Juan Gualberto Gomez pour remplir le conteneur et l'expédier dans la province de Pinar del Rio. Les expéditions précédentes organisées par l'association se sont rendues dans différentes régions du pays pour aider Cuba à gérer la pandémie, les désastres naturels ainsi que les deux accidents mortels qui ont frappé Cuba l'an dernier – l'effondrement de l'hôtel Saratoga et l'incendie du site d'entreposage pétrolier à Matanzas.



Julio Fonseca souligne que le blocus est une guerre économique que les États-Unis ont déclarée au peuple cubain et la cause première des problèmes que connaît le pays aujourd'hui. Dans un message vidéo qu'il a envoyé pour exprimer l'appui de l'Association Juan Gualberto Gomez au Tsunami mondial contre le blocus, il a exigé que le gouvernement des États-Unis cesse de suffoquer les familles cubaines et qu'il retire Cuba de la liste d'États soutenant prétendument le terrorisme. Ils savent très bien d'où vient le terrorisme et connaissent très bien la position de Cuba à ce sujet, a-t-il dit.



(Photos : J. Fonseca, Consulat cubain)



Les fermiers et les travailleurs indiens ne sont pas intimidés par les démonstrations de force

– J. Singh –



Le 5 avril, plus de 100 000 fermiers et travailleurs de toute l'Inde se sont rendus à New Delhi, la capitale, pour protester contre le gouvernement central et ses politiques anti-agriculteurs et anti-ouvrières. Le rassemblement, sous la bannière *Mazdoor Kisan Sangharsh* (lutte des travailleurs et des paysans), s'est tenu au Ramlila Maidan.

Les manifestants ont exigé un allègement de l'inflation, une garantie légale du prix minimum de soutien pour les principales cultures, un salaire minimum pour tous les travailleurs de 26 000 roupies (317 dollars américains) par mois, un allègement de la dette, une pension pour tous les fermiers de plus de 60 ans, l'abrogation des quatre codes anti-ouvriers et le retrait du projet de loi de 2020 sur l'amendement de la loi sur l'électricité, entre autres revendications. Les manifestants ont accusé le gouvernement de Narendra Modi de créer une crise de subsistance pour toutes les sections de la classe ouvrière.

Des milliers de personnes continuent de se rassembler dans des *morchas* à Mohali, Bargari, Mudaki et dans d'autres endroits pour exiger la libération des prisonniers politiques, la résolution de la crise de l'eau, un prix de soutien minimum garanti, le retrait du projet de loi sur l'électricité, etc.

Les fermiers vont de village en village pour tenir des réunions en préparation pour le rassemblement du 30 avril à Delhi, pour faire valoir leurs appels et resserrer les rangs. Ils expliquent aux gens leurs revendications à long terme : les fermiers décideront de leur production; lutte pour les cultures et les générations futures; pour le bien-être de tous; sauver l'air, l'eau et la terre de la pollution.

De nombreuses chaînes d'information ont été fermées au Pendjab, des journalistes ont été arrêtés et les congés du personnel de police ont été annulés avant les rassemblements de masse du 13 avril, à l'occasion de Baisakhi, la fête du printemps, et de la fondation de la Khalsa. Dix-huit bataillons des forces paramilitaires de l'État central ont également été déployés. Mais cette démonstration de force n'a ni effrayé ni découragé les insurgés. Ils ont continué de se mobiliser dans les villages, les villes

et les cités, et le moral demeure élevé.

Le 7 avril, il y a eu un rassemblement de fermiers et d'ouvriers à Marra, un village de Patan Tehsil, dans le district de Durg, au Chhattisgarh. Des milliers de personnes y ont participé. Les orateurs ont abordé les problèmes des fermiers de la région et ont remis un mémorandum aux autorités municipales.

Des violences communautaires sanctionnées par l'État se produisent au Bihar et dans d'autres régions. Selon les informations disponibles, au moins quatre districts du Bihar ont été le théâtre de violences communautaires à l'occasion de Ram Navami cette année, et c'est à Bihar Sharif, à Nalanda, le district d'origine du ministre en chef Nitish Kumar, que ces violences ont été les plus graves. À Bihar Sharif, à environ 70 kilomètres de Patna, non seulement plus d'une douzaine de magasins et d'entrepôts ont-ils été incendiés, mais la Madrasa Azizia, vieille de plus de 100 ans et dont la bibliothèque comptait 4 500 ouvrages, a été incendiée. Des pierres ont été lancées sur une mosquée adjacente, sous les yeux de la police et d'autres fonctionnaires.

L'élite dirigeante et le gouvernement indiens suivent les procédures opérationnelles standard introduites par les Britanniques avant l'indépendance. Une vaste attaque contre les droits de la population est en cours sous tel ou tel prétexte. Ceux qui prétendent que « ce n'est pas la démocratie » disent le type de démocratie qu'ils veulent instaurer.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca